

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN MARS 2017**

Mai 2017

SOMMAIRE

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Régis IMMONGAULT

Ministre délégué

M. Noël MBOUMBA

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :


Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2017.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN MARS 2017.....	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2017	12
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2017	12
II.1 LES HYDROCARBURES	14
II.1.1 Le pétrole	14
II.1.2 Le gaz naturel commercialisé.....	14
II.2 LES MINES	15
II.2.1 Le manganèse	15
II.2.2 L'or	15
II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	16
II.4 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	16
I.4.1. Les cultures maraichères et vivrières	16
II.4.2 Le caoutchouc naturel.....	16
I.4.3. L'élevage.....	17
II.4.3.1 L'élevage bovin.....	17
I.4.3.2. L'élevage porcin et avicole.....	17
II.5 LES AGRO-INDUSTRIES	18
II.5.1 La minoterie et l'aviculture.....	18
II.5.2 Le sucre	19
II.5.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	19
II.5.4 L'eau minérale.....	20
I.5.5. Les huiles et corps gras.....	20
II.6 LES INDUSTRIES DU BOIS	21
II.6.1 Les unités de sciage	21
II.6.2 Les unités de déroulage.....	21
II.7 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	22
II.7.1 La chimie.....	22
II.7.2 Les matériaux de construction	24
II.7.3 La seconde transformation des métaux.....	24
II.7.4 L'industrie minière	25
II.8 LE RAFFINAGE.....	25

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D’EAU ET D’ELECTRICITE	26
II.9.1 L’électricité	26
II.9.2 L’eau	26
II.10 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	27
II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	27
II.11.1 Le transport aérien	27
II.11.2 Le transport ferroviaire	28
II.12 LES TELECOMMUNICATIONS	29
II.13 LE COMMERCE	29
II.13.1 Le commerce général structuré	29
II.13.2 Le commerce des véhicules neufs	29
II.13.3 Le commerce des produits pétroliers	30
II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	30
II.14 LES AUTRES SERVICES	30
II.14.1 Les services rendus aux entreprises	30
II.14.2 Les services rendus aux particuliers	31
II.14.3 Les services immobiliers	31
II.14.4 Les services de réparation mécanique	31
II.15 L’HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	31
II.16 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	32
II.16.1 L’Analyse bilancielle	32
II.16.2 Les opérations avec la clientèle	33
II.16.2.1 Les ressources collectées	33
II.16.2.2 Les crédits distribués	34
II.17 LA MICROFINANCE	35
II.17.1 La configuration du secteur	35
II.17.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF	35
II.17.3 Capitaux propres et intermédiation financière	36
II.18 LE SECTEUR ASSURANCE	37
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN MARS 2017	40
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	40
III.2 L’EMPLOI	41
III.2.1 L’emploi Public	41
III.2.2 Les effectifs par département	42
III.3 LES SALAIRES	42
III.3.1 La solde Permanente par administration	43
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	43

III.4.1 L'évolution des exportations en valeur	44
III.4.2 L'évolution des importations en valeur	45
III.4.3 Le partenariat économique	46
III.4.3.1 Les principaux fournisseurs	46
III.4.3.2 Les principaux clients	48
III.5 LA DETTE	49
III.5.1 L'évolution du règlement	49
III.5.2 L'évolution des tirages sur financements	50
III.5.3 L'évolution du stock de la dette	51
III.6 LE BUDGET DE L'ETAT A FIN MARS 2017	51
III.6.1 L'exécution du budget	51
III.6.2 Les recettes budgétaires	52
III.6.2.1 Les recettes pétrolières	52
III.6.2.2. Les recettes hors pétrole	53
III.6.3 Les dépenses budgétaires	53
III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement	53
III.6.3.2 Les dépenses d'investissement	54
III.6.3.3 Les autres dépenses	54
III.6 LA SITUATION MONETAIRE	55
III.6.1 LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES	55
III.6.1.1 La masse monétaire (M2)	55
III.6.1.2 Les ressources extra-monétaires	55
III.6.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	55
III.6.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	55
III.6.2.2 Le crédit intérieur	56
III.6.2.2.1 Les créances sur l'économie	56
III.6.2.2.2 Les créances nettes sur l'Etat	56
III.6.3 LA POLITIQUE MONETAIRE	57
III.6.3.1 L'ACTION SUR LA LIQUIDITE BANCAIRE	57
III.6.3.2 LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET	57
CONCLUSION	58
ANNEXE	59

RESUME EXECUTIF

La croissance de **l'économie mondiale** s'est consolidée au premier trimestre 2017, portée par l'embellie de l'activité dans les principaux pays avancés et une reprise graduelle dans les pays émergents et en développement, conjuguées à une remontée progressive des cours des matières premières. En moyenne annuelle, la croissance prévue en 2017 est de 3,5% (contre 3,1% en 2016).

S'agissant particulièrement des **pays avancés**, le regain de confiance après les élections américaines et l'assouplissement attendu de la politique fiscale aux Etats-Unis, combinés à une amélioration de la production industrielle en Europe et au Japon, ont favorisé une amélioration des perspectives économiques. Toutefois, l'embellie des cours des matières premières s'est traduite au plan interne par une poussée de l'inflation globale dans ces pays.

Dans les **pays émergents et en développement**, la reprise des cours de certains principaux produits de base a favorisé une légère reprise dans certains pays producteurs, Brésil et Russie notamment. La mise en œuvre d'un plan de relance économique en Chine et la poursuite de l'ajustement dans plusieurs pays du Golf et d'Afrique subsaharienne ont justifié l'amélioration des projections macroéconomiques.

Cependant, l'économie nationale ne tire que partiellement profit de ce contexte international relativement favorable, compte tenu des difficultés budgétaires de l'Etat qui ont impacté négativement la commande publique et de l'aggravation des contreperformances industrielles du secteur pétrolier.

S'agissant du **secteur primaire**, la production et des exportations pétrolières ont reculé respectivement de 7% et 16,2%. Les contre-performances réalisées par la plupart des opérateurs et les exigences de l'OPEP (baisse de 9 000 barils/jour) sont, entre autres, les raisons explicatives à ce repli. Le gaz commercialisé et l'exploitation forestière suivent la même tendance baissière au cours de la même période. Un contexte extérieur favorable, marqué par la hausse des prix, a par contre permis une reprise de l'activité de manganèse, dont la production nationale a fortement progressé de 22,3%.

En ce qui concerne le **secteur secondaire**, l'industrie du bois a enregistré de bonnes performances en raison d'un approvisionnement régulier en grumes et de la montée en puissance des unités nouvellement installées. La production de l'huile raffinée (oléine) a progressé de 41,3% pour atteindre 1 512,2 tonnes. De même, la production de savons a plus que doublé au premier trimestre. La production vendue des entreprises des BPT s'est améliorée de 3,3%, tirée principalement par l'accélération des chantiers en cours. Parallèlement, la production de l'eau et de l'électricité au cours de la période s'est légèrement raffermie. A contrario, l'industrie minière, le raffinage, la seconde transformation des métaux et la production de l'huile palmiste se sont orientés à la baisse.

Le secteur **tertiaire** affiche de bonnes tendances en ce qui concerne l'hôtellerie, la restauration, les télécommunications et l'immobilier. Par contre, les activités de vente au détail, notamment le commerce général structuré, le commerce des véhicules et le commerce des produits pétroliers sont en retrait, en lien avec le ralentissement de l'activité économique.

Le flux **des échanges commerciaux** avec le reste du monde a progressé de 22,2% au premier trimestre 2017. Cette évolution résulte notamment de l'accroissement des exportations en valeur du pétrole (+80,3%) et hors pétrole (+28,1%). Elle s'est traduite par une forte amélioration de la **balance commerciale** au premier trimestre 2017, soit un solde de 433,9 milliards de FCFA contre 60,9 milliards de FCFA au premier trimestre de 2016.

Au premier trimestre 2017, l'exécution **du budget** s'est soldée par un excédent primaire et des déficits base engagement et base caisse. En effet, Le solde primaire a affiché un excédent de 3,1 milliards de FCFA contre 5,4 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Cet excédent est imputable essentiellement à l'accroissement des recettes pétrolières.

Le déficit du solde base engagement s'est renforcé de 3,8 milliards de FCFA pour s'établir à 19,4 milliards de FCFA suite à l'accroissement des intérêts payés. Le solde base caisse a vu son déficit se creuser davantage pour s'établir à 60,8 milliards de FCFA contre un déficit de 6,5 milliards de FCFA à fin mars 2016, compte tenu de l'effort réalisé en matière de réduction des arriérés (-41,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2017 contre une accumulation de 9,1 milliards de FCFA à la même période en 2016).

L'exécution de **la dette** au premier trimestre 2017 fait ressortir une légère baisse des règlements, un accroissement substantiel des tirages sur financement et une hausse du stock de la dette. La baisse du volume de paiements concerne uniquement la dette intérieure. Les tirages ont été effectués en totalité sur l'extérieur alors que la hausse de l'encours de la dette publique est principalement d'origine interne.

Enfin, **la situation monétaire** large est caractérisée par une baisse de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets et un raffermissement du crédit intérieur net.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN MARS 2017

La dynamique de croissance soutenue amorcée au second semestre 2016, s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2017. En effet, l'embellie économique tend à s'étendre désormais à la majorité des régions de la planète : d'abord, dans les pays avancés du fait de l'amélioration cyclique de l'industrie manufacturière et du commerce international ; ensuite, dans les pays émergents et en développement suite à la poursuite des plans de relance et des ajustements budgétaires, dans un contexte de remontée des cours du pétrole.

Ces évolutions se sont opérées dans un environnement marqué par de nombreux risques de dégradation qui tiennent à plusieurs facteurs : un regain du protectionnisme, un relèvement plus rapide des taux d'intérêt aux Etats-Unis, un durcissement des conditions financières, une menace du terrorisme et des tensions géopolitiques dans certaines régions.

En dépit de ce contexte, les perspectives économiques mondiales restent bien orientées avec une prévision de croissance de 3,5% en 2017.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Au sein du groupe des pays avancés, le produit intérieur brut des **Etats-Unis** a progressé de 0,7% au premier trimestre contre 2,1% le trimestre précédent. Le tassement de la consommation et le niveau important des stocks ont eu un impact sur la croissance de l'économie au cours de la période sous revue. Les exportations ont progressé de 5,8% alors que la hausse des importations a été moins forte. Parallèlement, le marché immobilier s'est bien porté grâce notamment au dynamisme de l'immobilier résidentiel. En moyenne annuelle, il est attendu une amélioration de la croissance américaine de 2,3% en 2017.

Tirée par les exportations et une demande domestique en nette progression, l'économie **japonaise** a enregistré sa croissance la plus forte depuis un an. Le Produit Intérieur Brut a augmenté de 2,2% au premier trimestre 2017.

En dépit d'un contexte d'incertitude lié au Brexit et à l'élection présidentielle française, la croissance dans la **zone euro** a atteint 0,5% au premier trimestre. La consommation interne et l'investissement ont été les principaux moteurs de cette croissance. En perspective, la zone euro devrait enregistrer une expansion identique à celle de l'année précédente, soit 1,7% en 2017.

La croissance économique en **Allemagne** s'est affermie au premier trimestre avec une progression de 0,6%. Elle a été soutenue par la demande intérieure et le commerce extérieur. La première économie de la zone euro devrait enregistrer une croissance annuelle de 1,6% en 2017.

L'économie **française** a progressé de 0,3% au premier trimestre contre 0,5% précédemment. Cette évolution a été portée par l'investissement, notamment celui des entreprises (+1,3%). La consommation des ménages a marqué le pas au cours de la même période (+0,1%). Le plus grand frein à la croissance française demeure le commerce extérieur. Ainsi, les exportations ont baissé tandis que les importations ont poursuivi leur ascension. La deuxième économie de la zone euro pourrait croître de 1,4% sur l'ensemble de l'année.

Le tourisme, les exportations et la consommation ont stimulé l'économie **espagnole**. Ainsi, au premier trimestre, le pays a enregistré une croissance de 0,7%, soit l'un des taux les plus élevés de

la zone. A contrario, la croissance a été modeste en **Italie** (+0,2%), pénalisée par les difficultés du secteur industriel et la baisse des échanges.

La croissance du produit intérieur brut **britannique** a ralenti à 0,3% au premier trimestre contre 0,7% au trimestre précédent. La consommation, principal moteur de l'économie, a baissé en raison de la poussée de l'inflation. Cette dernière tient de la faiblesse de la livre sterling, qui a renchéri considérablement les prix des biens importés. Par ailleurs, l'économie a été affectée par la faible progression du secteur des services (+0,3% contre 0,8% précédemment) qui représente une part importante de l'activité. En perspective, la croissance économique britannique devrait atteindre 2% en 2017.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les **pays émergents et en développement**, l'économie s'est légèrement accélérée au premier trimestre du fait notamment du redressement partiel des prix des produits de base et de la reprise du commerce mondial.

Au premier trimestre, la croissance **chinoise** s'est située à 6,9% contre 6,8% au quatrième trimestre 2016, tirée par l'accroissement continu des investissements dans les infrastructures et la construction. Cette évolution est cependant accompagnée d'un rebond de la dette chinoise qui dépasse 260% du PIB.

Malgré la disparition brutale de 87% de l'argent liquide en circulation, début novembre 2016, la croissance **indienne** s'est située à 7% au premier trimestre 2017 comme au quatrième trimestre 2016. Cette évolution a été soutenue par le dynamisme de la demande intérieure. La croissance de l'année 2017 est estimée à 7,2%.

Après deux années de récession, l'économie **russe** devrait renouer avec la croissance (+2%) en 2017, suite à l'embellie des prix du pétrole. Ainsi, au premier trimestre, l'économie a progressé de 0,4% contre 0,3% au quatrième trimestre 2016.

Après plusieurs années de récession, le **Brsil** a amorcé une croissance positive au premier trimestre (+0,6%). Celle-ci a été favorisée par la forte expansion de la production agricole tirée par l'effet prix. De même, l'inflation a légèrement reculé. Le taux de chômage (13,7% de la population active) reste toutefois préoccupant.

En 2017, la croissance de la région **MENA** devrait reculer jusqu'à 2,6%, en raison du ralentissement de la croissance des économies exportatrices de pétrole. En revanche, la croissance des pays importateurs de pétrole devrait atteindre 3,5% en 2017 contre 2,9% en 2016. Au Maroc, le secteur agricole a dopé l'économie qui a progressé de 4,3% au premier trimestre.

Une reprise modeste est attendue en **Afrique subsaharienne** en 2017. La croissance devrait atteindre 2,6%, portée principalement par la reprise des prix des produits de base et les efforts en matière d'ajustement.

Après une contraction de 1,5% en 2016 due aux perturbations dans le secteur pétrolier, conjuguées à des pénuries de devises, d'électricité et de carburants, la production au **Nigeria** devrait augmenter de 0,8% en 2017 grâce à un redressement de la production pétrolière, une croissance continue dans l'agriculture et une augmentation de l'investissement public.

En **Afrique du Sud**, une modeste reprise est attendue, avec une prévision de croissance de 0,8 % en 2017, suite au rebond des prix des produits de base, à l'amélioration de la situation sur le plan de la sécheresse et à l'expansion des capacités de production d'électricité.

En **Angola**, la croissance devrait se raffermir à 1,3% en 2017, portée par une remontée dans le secteur non pétrolier, sous l'effet de l'augmentation des dépenses publiques et une amélioration des termes de l'échange.

Dans les pays de la **CEMAC**, le recul des prix du baril a entraîné une diminution des ressources des Etats, à l'origine de la baisse de la commande publique. Ainsi, en 2017, la croissance devrait remonter à 1,6% en relation avec le dynamisme des activités hors pétrole, malgré une nouvelle contraction du secteur pétrolier. La croissance annuelle prévue dans les pays de la zone s'établit comme suit : **Cameroun** (5,7%) ; **Gabon** (1,1%) ; **Congo** (1,0%) ; **Tchad** (2,4%), **RCA** (5,9%) ; **Guinée Equatoriale** (-11,0%).

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2017

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2017

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Gaz naturel commercialisé	↘
Mines	
<i>Manganèse</i>	↗
<i>Or</i>	↘
Exploitation forestière	↘
Agriculture et élevage	
<i>Cultures vivrières et maraichères</i>	↘
<i>Caoutchouc naturel</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↘
<i>Industrie minière</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
Bâtiment et Travaux publics	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	

<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie et restauration	↗

II.1 LES HYDROCARBURES

II.1.1 Le pétrole

Au terme des trois premiers mois de 2017, la production nationale de pétrole a enregistré une baisse de 7%, se situant à 2,67 millions de tonnes (19,5 millions de barils). Ce repli est imputable aux contre-performances réalisées par la plupart des opérateurs, en raison des difficultés techniques, de la grève du personnel, des exigences de l'OPEP (baisse de 9 000 barils/jour) et des arrêts planifiés pour raisons de travaux de maintenance plus longs que prévus.

En conséquence, les exportations se sont contractées de 16,2%, à 2,3 millions de tonnes. La principale destination du brut gabonais reste l'Asie avec 1,8 million de tonnes, soit 78,5%, l'Amérique latine & les Caraïbes et l'Europe ont absorbé le reste.

Dans un contexte de reprise des cours, le prix moyen du Brent s'est situé à 53,78 dollars le baril, en amélioration de 58,7% par rapport à la même période en 2016. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais a augmenté de 70,9% à 51,26 dollars le baril. De même, le taux de change moyen du franc CFA par rapport au dollar s'est apprécié de 3,5% à fin mars 2017 pour s'établir à 616,14 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de tonnes)	2,875	2,673	-7,0%
Exportation (en millions de tonnes)	2,765	2,316	-16,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	33,89	53,78	58,7%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	29,99	51,26	70,9%
Taux de change (\$US/FCFA)	595,516	616,14	3,5%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.1.2 Le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel commercialisée a atteint 135,127 millions de m³, en léger retrait (-0,9%) par rapport à celle de l'année précédente à la même période. Cette baisse est liée au ralentissement de l'activité gazière de Total Gabon. De même, le prix de vente moyen national s'est replié de 2,7%, passant à 0,125 dollar US le mètre cube.

Evolution de l'activité de production de gaz naturel commercialisée

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production commercialisée (milliers de m ³)	136 330	135 127	-0,9%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,1286	0,1251	-2,7%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2 LES MINES

II.2.1 Le manganèse

Dans un contexte favorable marqué par la hausse de production mondiale brute d'acier au carbone (+5,7%) et des prix du minerai de manganèse (+180%), la production nationale de minerai et d'aggloméré de manganèse a progressé de 22,3% , à fin mars 2017. Cette variation est liée aux performances de Comilog et à la reprise de l'activité du gisement de Ndjolé par l'opérateur chinois CICHMZ. Parallèlement, les exportations et les ventes se sont accrues respectivement de 42,1% et 40%. En conséquence, le chiffre d'affaires a plus que doublé pour s'établir à 142,7 milliards de FCFA, conforté par la hausse des ventes et par la fermeté des cours mondiaux.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	687 910	841 337	22,3%
Exportations	779 705	1 107 594	42,1%
Ventes	776 469	1 088 168	40,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	54 152	142 720	163,6%
Effectifs	1 515	1 641	8,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	10 858	11 083	2,1%

Source : Comilog, CICHMZ

II.2.2 L'or

L'activité aurifère a été caractérisée au cours des trois premiers mois de 2017 par des contre-performances, suite à la persistance des difficultés techniques rencontrées par l'opérateur au niveau de la mine et ce, malgré la collecte de la production artisanale par la Société Equatoriale des Mines. Ainsi, la production de l'or a chuté de 65,7% pour se situer à 106 kg, correspondant à 33 lingots.

Sur le plan commercial, la valeur marchande de cette production est évaluée à 2,2 milliards de FCFA, soit une régression de 54,5% par rapport à fin mars 2016.

Evolution de l'activité aurifère

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (KG)	308	106	-65,7%
Lingots (Nombre)	67	33	-50,7%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4 850	2 205	-54,5%

Sources: - REGG, SEM.

II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin mars 2017, l'exploitation forestière a enregistré des contre-performances. En effet, la production des grumes a diminué de 3% pour s'établir à 312 946 m³, en raison de la faiblesse du volume des bois divers exploités. De même, les ventes de grumes aux industries locales ont régressé de 2,2% pour un volume de 96 442 m³, compte tenu des niveaux élevés des stocks sur les sites industriels à la fin de l'année précédente.

Evolution de l'activité forestière

(en m ³)	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	322 488	312 946	-3,0%
Achats de grumes	44 673	5 875	-86,8%
Ventes aux industries locales	98 565	96 442	-2,2%

Sources: Dich, Somivab, Sfik, Ceb, Tv Bg, Bsg, Gwi, Egg, Sbl, Cora Wood, Cbg, Snbg, Mont Pélé Bois, Tbni, Snbg, Khll, Sunly, Seef, Geb, Senchuan Timber et Tali Bois

II.4 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

I.4.1. Les cultures maraichères et vivrières

Au premier trimestre 2017, la filière des cultures maraichères et vivrières est marquée par un fléchissement de son activité, attribuable au faible accompagnement et à la rupture des contrats avec les exploitants agricoles, dans la perspective de la clôture du PRODIAG. Dans ce contexte, la production maraichère a chuté de 34,1% à 118 tonnes. De même, la production vivrière a régressé de 29,1% pour s'établir à 4 351 tonnes, exacerbée par la diminution des surfaces cultivables.

Sur le plan commercial, les ventes des produits maraichers et vivriers ont généré un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de FCFA au 31 mars 2017, soit un repli de 29,1% par rapport au premier trimestre 2015.

Evolution de l'activité de culture maraichère et vivrière

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Produits maraichers (en tonnes)	154	118	-34,1%
Produits vivriers	6 607	4 351	-29,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 391,5	1 695,7	-29,1%
Maraichage	84,1	69,7	-17,0%
Vivrier	2 307,4	1 625,9	-29,5%

Source : IGAD

II.4.2 Le caoutchouc naturel

Entre janvier et mars 2017, la filière caoutchouc naturel s'est caractérisée par de bons résultats qui se sont traduits par une augmentation de 11,8% de la production de granulé, suite à l'accroissement

des récoltes de caoutchouc en fonds de tasse. Dans ce contexte, sous l'effet conjugué de la hausse des quantités exportées et de la reprise des cours mondiaux du caoutchouc naturel, le chiffre d'affaires a progressé de 147,6% pour se situer à 4,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	5 114,0	5 547,1	8,5%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	2 995,0	3 348,7	11,8%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	2 842,0	4 128,6	45,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 970,0	4 879,6	147,7%
Effectifs	183	203	10,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	309,4	581,3	87,9%

Source : SIAT

I.4.3. L'élevage

II.4.3.1 L'élevage bovin

Le cheptel du ranch Nyanga s'est renforcé au cours du premier trimestre 2017 pour se situer à 5 531 têtes de bétail contre 4970 têtes au premier trimestre 2016. Cette hausse est liée à l'importation de veaux, à l'accroissement des naissances et à la diminution de la mortalité.

Cependant, le ralentissement de l'abattage des animaux réformés durant la période sous-revue s'est traduite par le repli des ventes de viande de 15,2%, soit un volume de 17,8 tonnes, générant un chiffre d'affaires de 116 millions de FCFA, sous l'effet du relèvement du prix du kilogramme de viande.

Evolution de l'élevage bovin

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Effectif du cheptel	4 970	5 531	11,3%
Vente de viande (en kg)	21 028	17 831	-15,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	86	116	34,9%
Effectif	22	23	4,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	28	71	153,6%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

I.4.3.2. L'élevage porcin et avicole

Au terme des trois premiers mois de 2017, l'élevage de poules a connu une diminution du cheptel, suite aux difficultés d'approvisionnement en aliments pour bétail et au manque de suivi des exploitants indépendants. Ainsi, le nombre de poules pondeuses s'est contracté de 42,5%, soit

25 611 poules. La production des œufs et de viande de poules réformées a suivi la même tendance baissière (-42,5%). A l'inverse, le cheptel des porcs a progressé de 15,5% pour se situer à 954 bêtes en engraissement à fin mars 2016.

Le chiffre d'affaires issu des ventes des œufs et de la viande (porcs et poules) a chuté de 34,1% à 843,2 millions de FCFA au 31 mars 2017, imputable aux contreperformances de l'activité avicole.

Evolution de l'activité de l'élevage porcin et ovin

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Cheptel poules (nombre)	44 517	25 611	-42,5%
Cheptel porcs (nombre)	826	954	15,5%
Production œufs (en unités)	11 218 284	6 453 972	-42,5%
Production viande poule (en kg)	84 582	48 661	-42,5%
Production viande de porcs (en kg)	66 080	76 320	15,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 279,3	843,2	-34,1%
CA poules	1 094,2	629,5	-42,5%
CA porcs	185,0	213,7	15,5%

Source : Igad

II.5 LES AGRO-INDUSTRIES

II.5.1 La minoterie et l'aviculture

L'activité meunière et avicole a été marquée par des contre-performances au cours des trois premiers mois de 2017. Ainsi, la production de farine a chuté de 19% pour se situer à 13 885 tonnes. De même, la production des œufs, des aliments pour bétail et des issues a fléchi. Sur le plan commercial, les ventes des produits ont généré un chiffre d'affaires de 6,9 milliards de FCFA, en recul de 16,7% par rapport à fin mars 2016.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Farine (en tonnes)	17 132	13 885	-19,0%
Issues (en tonnes)	4 867	4 086	-16,0%
Aliments pour bétail (en tonnes)	7 124	6 969	-2,2%
Œufs (en milliers d'unités)	11 052	10 675	-3,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	8 271	6 886	-16,7%
Effectifs	216	188	-13,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	694	695	0,1%

Source : Smag

II.5.2 Le sucre

La raffinerie de sucre a affiché des résultats contrastés au cours des trois premiers mois de 2017. En effet, sur le plan industriel, le volume total de sucre transformé a augmenté de 23,8% pour se situer à 3 306 tonnes, suite à la réhabilitation de la deuxième ligne de production.

En revanche, sur le plan commercial, les ventes ont baissé de 0,9% en raison de la faiblesse de la demande de sucre par les principaux clients (industries des boissons gazeuse), entraînant une baisse du chiffre d'affaires de 0,8%, pour un montant de près de 5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Importations (en tonnes)	0	1 180	-
Total du sucre transformé (en tonnes)	2 671	3 306	23,8%
Sucre (en morceaux)	2 640	3 245	22,9%
Autres (doses + granulés + sachets 1 kg)	31	61	96,8%
Ventes (en tonnes)	8 168	8 095	-0,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 020	4 982	-0,8%
Effectifs	387	356	-8,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	958	879	-8,2%

Source : Sucaf

II.5.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

A fin mars 2017, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées s'est caractérisée par des contre-performances industrielles et commerciales. En effet, la production consolidée a régressé de 1,7% pour atteindre 710 106 hectolitres. Cette évolution est imputable à la baisse de la production des boissons gazeuses (-5,9%) et des vins (-8,6%). Dans ce contexte, le chiffre d'affaires est resté quasi-stable à 40,7 milliards de FCFA, en raison de la faiblesse de la demande domestique.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en hectolitres)	722 355	710 106	-1,7%
Bières	396 587	403 167	1,7%
Boissons gazeuses	300 569	282 937	-5,9%
Vins	13 011	11 893	-8,6%
Divers	12 188	12 109	-0,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	40 757	40 721	-0,1%

Effectifs	979	1 025	4,7%
Masse salariale	3 112	3 340	7,3%

Sources : *Sobraga, Sovingab*

II.5.4 L'eau minérale

La production d'eau minérale s'est établie à 272 961 hectolitres à fin mars 2017, soit une augmentation de 40,5%, suite à la réhabilitation de l'outil de production. Corrélativement, le chiffre d'affaires a légèrement progressé (+0,7%) à 3,9 milliards de FCFA, soutenu par la bonne tenue des grandes bouteilles sur le marché local.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production d'eau (en hectolitres)	194 262	272 964	40,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 903	3 930	0,7%
Effectifs	63	71	12,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	202	209	3,5%

Source : *Soboléco*

I.5.5. Les huiles et corps gras

A fin mars 2017, la branche des huiles et corps s'est caractérisée par un regain de l'activité, en raison des travaux de réhabilitation de l'outil de production réalisés en 2016, suite au rachat des installations de SIAT Gabon à Lambaréné par le groupe Olam. Ainsi, la production de l'huile raffinée (oléine) a progressé de 41,3% pour atteindre 1 512,2 tonnes. De même, la production de savons a plus que doublé durant la période sous-revue, sous l'effet de l'augmentation des capacités de production de l'usine. A contrario, la production de l'huile palmiste a baissé de 19% à 72,8 tonnes, en raison des difficultés techniques.

En conséquence, le chiffre d'affaires réalisé à fin mars 2017 s'est établi à 1,8 milliard de FCFA, soit une hausse de 39,2% par rapport à la même période de 2016.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en tonnes)			
Huile raffinée	1 070,5	1 512,2	41,3%
Huile palmiste	89,9	72,8	-19,0%
Savons	303,5	684,3	125,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 311,4	1 825,8	39,2%

Source : *SIAT, Olam Palm Gabon*

II.6 LES INDUSTRIES DU BOIS

L'activité de la branche des industries de transformation de bois s'est accrue au cours du premier trimestre 2017, au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs des différents segments. Ainsi, sur le plan industriel, la production a progressé de 13,5%, en raison d'un approvisionnement régulier en grumes et de la montée en puissance des unités nouvellement installées, malgré les difficultés de certains opérateurs.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations de bois débités ont enregistré des hausses respectives de 14,4% et 9,2%, du fait de la reprise de la demande locale et de la fermeté des commandes extérieures.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	159 103	180 570	13,5%
Ventes locales	10 779,3	12 330	14,4%
Exportations	120 100	131 128	9,2%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.6.1 Les unités de sciage

Au terme des trois premiers mois de 2017, l'activité de sciage a amélioré ses résultats industriels et commerciaux. En effet, la production a enregistré une hausse de 13,6% pour se chiffrer à 110 605 m³. Cette embellie résulte d'un approvisionnement des unités de transformation en grumes et du renforcement du tissu industriel.

Evolution de l'activité de sciage

(en m ³)	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	97 362	110 145	13,6%
Ventes locales	9 922	7 257	-26,9%
Exportations	77 036	85 511	11,0%

Sources: DICB, Cora Wood, Hua Jia, Bso, Somivab, Ifeg, Super Bois, Tbnl, Bsg, Ceb, Sngb, Ttib, Safor, Tali Bois, Cbg, Bordamur, Trg, MPB, Gwi, Siow, Khll, Hua Sen, Seef, Beg, Li Jia Timber, Akachi, SenchuanTimber

II.6.2 Les unités de déroulage

- *Le placage*

L'activité du segment placage s'est accrue au cours du premier trimestre 2017, avec une production en hausse de 4,9% en glissement annuel. Cette situation s'explique par une accélération du rythme d'approvisionnement des usines en grumes.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	51 448	53 989	4,9%
Ventes locales	6	3 163	-
Exportations	35 541	35 850	0,9%

Sources: DICB, Cora wood, Snbg, Thébault-transbois, Tgi, Cema Gabon, Sbl, Seef, OtimVeener.

- **Le contreplaqué**

La production de contreplaqué a progressé de 55,2% pour atteindre 15 976 m³, sous l'effet des commandes soutenues du marché international et local. Dans le même temps, les exportations et les ventes locales ont augmenté respectivement de 29,8% et 124,3%.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production	10 293	15 976	55,2%
Ventes locales	851	1 909	124,3%
Exportations	7 522	9 767	29,8%

Sources: Cora Wood, OtimVeener, Seef, Rimbunan, Sheng Hang.

II.7 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.7.1 La chimie

- **Les peintures**

L'activité de fabrication de peintures s'est tassée au cours des trois premiers mois de 2017, plombée par la contraction des commandes des clients industriels (BTP, Forestiers et pétroliers). Ainsi, la production a reculé de 10% pour se situer à 929,1 tonnes, pour un chiffre d'affaires en baisse à 1,8 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	1 032,7	929,1	-10,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 922,2	1 828,2	-4,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	205,7	366,8	78,3%
Effectifs (en nombre)	73	86	17,8%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- *Les lubrifiants*

Au terme des trois premiers mois de 2017, l'activité de fabrication de lubrifiants a pâti de la faiblesse des commandes des marqueteurs. De fait, la production a diminué de 12,3% pour se situer à 619 tonnes. Cependant, la fermeté des commandes locales de bidons en plastique a induit une forte progression des emballages (+269,2%) à 63 522 unités. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a chuté de 25,3% pour se situer à 801 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	706	619	-12,3%
Emballages (en unités)	17 204	63 522	269,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 071	801	-25,3%
Effectifs (nombre d'agents)	39	38	-2,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	107	89	-16,8%

Source : PIZOLUB

- *Les gaz industriels*

La production consolidée des gaz industriels s'est établie à 231 614 m³ à fin mars 2017, soit une hausse de 77,9% par rapport à fin mars 2016, en raison de la résorption des problèmes techniques rencontrés un an plus tôt, notamment les dysfonctionnements de l'usine au niveau de la production de l'oxygène et de l'azote. Cependant, sur le plan commercial, la faiblesse des commandes des pétroliers et des parapétroliers a entraîné une baisse de 2,7% du chiffre d'affaires évalué à 650,2 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en m ³)	130 173	231 614	77,9%
Oxygène	50 004	103 788	107,6%
Azote gazeux	5 750	6 156	7,1%
Azote liquide	69 135	113 263	63,8%
Acétylène	5 284	8 407	59,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	668	650	-2,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	173	138	-20,2%
Effectifs (nombre d'agents)	61	45	-26,2%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.7.2 Les matériaux de construction

La branche de fabrication de ciment a enregistré une amélioration de ses performances au cours du premier trimestre 2017. La production de ciment s'est ainsi établie à 85 579 tonnes, soit une hausse de 8,3% par rapport à fin mars 2016, sous l'impulsion de l'usine nouvellement installée à Owendo.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment ont progressé de 9,2% à 86 645 tonnes à fin mars 2017, en raison de la vigueur de la demande locale, entraînant une hausse du chiffre d'affaires de 4% à 6,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Productions (en tonnes)			
Ciments	79 005	85 579	8,3%
Ventes de ciment (en tonnes)	79 360	86 645	9,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 215	6 467	4,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	547	589	7,7%
Effectifs	156	149	-4,5%

Sources : CIMGABON, CIMAF

II.7.3 La seconde transformation des métaux

Les trois premiers mois de 2017 se sont soldés par des contre-performances au niveau de la transformation de l'aluminium. En effet, la production globale a chuté de 64% pour se situer à 528,7 tonnes, du fait d'une mévente de tôles, corollaire de la mauvaise conjoncture économique. En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 12,5% à 1 385 millions de FCFA.

La seconde transformation des métaux

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	1 480,3	528,7	-64,3%
Tôles minces	674,5	277,7	-58,8%
Tôles épaisses	805,8	251,0	-68,8%
Treillis soudés	1 003,5	647,7	-35,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 583,1	1 385,2	-12,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	138,2	129,7	-6,2%
Effectifs (en nombre d'agents)	55	53	-3,6%

Source : SOTRALGA

II.7.4 L'industrie minière

La production de manganèse a reculé de 19,4% en raison des difficultés techniques qui ont limité la récupération du silico métallique à partir du laitier (partie non métallique du silico manganèse).

Toutefois, soutenu par l'appréciation des cours mondiaux, le chiffre d'affaires a fortement progressé de 91,2% à 6,9 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	8 370	6 749	-19,4%
Silico Manganèse (SiMn)	7 058	5 139	-27,2%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 312	1 610	22,7%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	3 639	6 959	91,2%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.8 LE RAFFINAGE

La faiblesse de la demande locale et extérieure a entraîné un recul de l'activité de raffinage. Le volume de pétrole brut traité a fléchi de 5,7% à 246 184 tonnes métriques. De même, les importations de produits raffinés ont chuté de 59,6%, en l'absence d'importation de gasoil.

Evolution de l'activité de raffinage

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
TOTAL DU BRUT TRAITE	260 998	246 184	-5,7%
Compte propre (tonnes métriques)	260 998	246 184	-5,7%
IMPORTATIONS (TM)	82 914	33 468	-59,6%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	10 934	11 833	8,2%
Super (m ³)	25 646	6 359	-75,2%
Pétrole lampant (m ³)	8 700	3 825	-56,0%
Turbine fuel 1 (m ³)	12 138	4 258	-64,9%
Gasoil moteur (m ³)	125 563	120 790	-3,8%
Kérosène export (TM)	0	4 461	-
Résidu atmosphérique export (TM)	153 100	124 465	-18,7%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	54 913	72 903	32,8%
Chiffre d'affaires intérieur	41 893	46 362	10,7%
Chiffre d'affaires export	13 021	26 542	103,8%

Source : Sogara

Sur le plan commercial, hormis les ventes de butane et de kérosène qui se sont bien comportées sur le marché local et extérieur, les ventes des autres produits se sont contractées. Néanmoins, suite au relèvement des prix à la pompe, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 32,8%.

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

L'évolution des indicateurs d'activité de la filière Eau et Electricité a été mitigée au premier trimestre 2017.

II.9.1 L'électricité

La branche électricité a enregistré une légère hausse (+0,7%) de sa production nette, suite aux achats d'électricité effectués afin de suppléer la baisse enregistrée par la SEEG. Cependant, le chiffre d'affaires a connu un repli de 3,6%, en raison de la baisse des volumes facturés au titre des consommations de courant électrique par les ménages et les clients industriels.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production nette (en GWh)	609,0	613,1	0,7%
Production nette SEEG	525,5	497,8	-5,3%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	83,5	115,3	38,1%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	448,5	441,7	-1,5%
Volumes facturés MT hors cession	159,9	157,8	-1,3%
Volumes facturés BT hors cession	288,6	283,9	-1,6%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	43 113	41 572	-3,6%
CA MT hors cession	12 877	12 515	-2,8%
CA BT hors cession	30 236	29 057	-3,9%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.9.2 L'eau

La production nette de l'eau potable s'est raffermie de 4,8% à 29,6 millions de m³ durant le premier trimestre 2017, en liaison avec le renforcement des réseaux de distribution et de l'outil de production. De même, les ventes hors cession ont progressé de 9,8% pour se situer à 16,3 millions de m³. Cependant, le chiffre d'affaires a régressé de 18,7% du fait de la sous-facturation des consommations liée à la mise en place d'un nouveau logiciel.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production nette	28 320	29 690	4,8%
Ventes hors cession	14 890	16 350	9,8%
CA hors cession (en millions de FCFA)	6 190	5 030	-18,7%

Source: SEEG

II.10 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Au terme des trois premiers mois de 2017, le secteur des BTP a été marqué par un regain d'activité en raison de l'accélération des travaux de construction des infrastructures routières (routes pk5-pk12, Port-Gentil/Omboué, etc.) et portuaires, financés en grande partie sur fonds extérieurs ou en partenariat public-privé. Ainsi, la production vendue a progressé de 3,3% pour s'établir à 55,6 milliards de FCFA. Cependant, la ligne eau, électricité et téléphone a connu un fléchissement de 15,4% en l'absence de nouvelles commandes publique et privée.

Evolution des activités du secteur BTP

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de FCFA), dont :	53 864	55 616	3,3%
Bâtiment et Génie civil	47 638	50 353	5,7%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	6 225	5 264	-15,4%
Effectifs (nombre d'agents)	3 149	2 889	-8,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	7 752	7 313	-5,7%

Sources : Mika Services, Acciona, Cgpr, Crbc, Sogafric Services, Bouygues Energies et Services, Seteg, ETE Corail BTP, Colas, Sogacer, Socoba Edtpl.

En matière d'emploi, les licenciements économiques opérés par certaines entreprises en 2016 ont induit une réduction des effectifs de 5,7% à fin mars 2017 pour se situer à 2 889 agents, représentant une masse salariale 7,3 milliards de FCFA.

II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.11.1 Le transport aérien

La branche du transport aérien a débuté l'année 2017 avec des résultats mitigés. En effet, les mouvements commerciaux des avions se sont redressés de 1,1%, suite à la vigueur du réseau international. Cependant, le nombre de passagers transportés s'est replié de 2,2%, en raison de l'arrêt d'activité d'Allegiance et d'Ecair. Suivant la même tendance, le volume de fret a fléchi de 7,8%.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Mouvements Avions Commerciaux	5 624	5 688	1,1%
- Réseau domestique	2 755	2 680	-2,7%
- Réseau international	2 869	3 008	4,8%
Passagers	212 707	207 973	-2,2%
- Réseau domestique	58 110	55 345	-4,8%
- Réseau international	118 613	118 517	-0,1%
- Transit	35 984	34 111	-5,2%
Volume du fret (en tonnes)	3 389	3 126	-7,8%
- Réseau domestique	189	179	-5,3%
- Réseau international	3 200	2 946	-7,9%

Source: ADL

II.11.2 Le transport ferroviaire

La quantité de marchandises acheminées par rail au cours de cette période a considérablement augmenté (+55,3%). Cette évolution résulte d'une forte production de manganèse par Comilog et du démarrage du trafic de Nouvelle Gabon Mining. De même, le nombre de passagers transportés est en hausse de 14,1%, en raison de l'organisation de la CAN et de la régularité des trains voyageurs.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Nombre de passagers	50 193	57 248	14,1%
Volume global des marchandises (en T)	890 673	1 383 413	55,3%
Grumes	88 090	81 928	-7,0%
Bois débités	11 094	16 962	52,9%
Manganèse	703 449	1 195 327	69,9%
Produits C2M	9 943	8 068	-18,9%
Produits pétroliers	12 168	13 937	14,5%
Autres marchandises	65 929	67 191	1,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11 641	14 578	25,2%

Source: SETRAG

II.12 LES TELECOMMUNICATIONS

L'activité du secteur des télécommunications s'est améliorée au cours de la période sous analyse. Cette évolution s'est traduite par une progression de 2,6% du chiffre d'affaires, de 2,9% du nombre d'abonnés au téléphone cellulaire, de 32,6% du nombre d'abonnés à l'internet GSM et de 17,8% du nombre d'abonnés à l'ADSL à la faveur du déploiement de la 4G.

Evolution de l'activité des télécommunications

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffres d'affaires (en millions de FCFA)	55 632,5	57 070,3	2,6%
Nombre d'abonnés au mobile (en milliers)	2 785,9	2 867,2	2,9%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (en milliers)	18,5	19,3	4,3%
Nombre d'abonnés total au Téléphone (en milliers)	2 804,4	2 886,5	2,9%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (en milliers)	1 235,0	1 638,0	32,6%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (en milliers)	11,8	13,9	17,8%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon et Azur Gabon

II.13 LE COMMERCE

II.13.1 Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires du commerce général structuré a diminué de 10,5% au premier trimestre 2017, en raison de la faiblesse de la demande consécutive à la baisse d'activité dans plusieurs secteurs.

Evolution du commerce général structuré

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	98,334	88	-10,5%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.13.2 Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

Les ventes des véhicules neufs ont régressé de 30,2% au cours du premier trimestre 2017. Ce repli s'explique par le tassement des commandes des principaux clients (Etat et secteur privé).

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Nombre de véhicules vendus	756	528	-30,2%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels) (union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

Le nombre de véhicules industriels vendus a baissé de 22,9% pour un chiffre d'affaires de 4,54 milliards de FCFA, suite à un recul des commandes.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	5,89	4,54	-22,9%

Source : Tractafic Equipement

II.13.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers ont fléchi de 3,8% pour se situer à 156 559 tonnes métriques. Cette situation est imputable à la baisse des commandes des BTP et des exploitants forestiers.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Volumes vendus (en tonnes métriques)	162 673	156 559	-3,8%
<i>dont Gasoil</i>	111 631	108 338	-2,9%
<i>Supercarburant</i>	20 848	20 294	-2,7%
<i>Kérosène</i>	11 818	9 173	-22,4%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires des produits pharmaceutiques a augmenté de 5,97% à 16,15 milliards de FCFA au cours du premier trimestre 2017, suite à un meilleur accès aux médicaments favorisé par les prestations de l'assurance-maladie, notamment la CNAMGS.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,24	16,15	6,0%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.14 LES AUTRES SERVICES

Le chiffre d'affaires consolidé des Autres Services s'est contracté de 3,9% au cours du premier trimestre 2017.

II.14.1 Les services rendus aux entreprises

Le chiffre d'affaires des services rendus aux entreprises a augmenté de 3,5% à 5,83 milliards de francs CFA au premier trimestre 2017. Cette embellie résulte principalement du maintien de plusieurs contrats obtenus en fin d'année 2016.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 639	5 834	3,5%

Sources: Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, GBM, PWC, PWC Tax&Legal, CIS, CFAO Technologies

II.14.2 Les services rendus aux particuliers

La morosité observée dans de nombreux secteurs d'activité a entraîné un repli de 7,4% du chiffre d'affaires de la branche des services rendus aux particuliers.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	13 365	12 376	-7,4%

Sources : Gesparc, Pmug, SGJL, SGCL, Franstel, Evénements, Casepga, Gabosep, SAAF la colombe, Labo color, Cabinet de groupe des médecins, Médical Optique, Polyclinique EL Rapha.

II.14.3 Les services immobiliers

Le chiffre d'affaires des services immobiliers a diminué de 10,7%, suite à la résiliation des contrats de location et la faiblesse du parc de logements.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	685	612	-10,7%

Sources : Agence N°1, AIL, Alliance, SNI

II.14.4 Les services de réparation mécanique

Au premier trimestre 2017, la contraction de la demande des pièces détachées a induit une baisse du chiffre d'affaires (-1,7%) des services de réparation mécanique.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 115	4 047	-1,7%

Sources: Pièces Equip'Auto, Gabon Sprint Auto, ECIG, Bobinage Industriel Gabonais

II.15 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a affiché des résultats positifs au premier trimestre 2017. En effet, les performances enregistrées dans la branche de l'hôtellerie sont liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations(CAN). Ainsi, le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale a augmenté de 42,9%. Dans le même temps, le taux d'occupation s'est amélioré de 1,89 point.

En revanche, l'activité de la branche de la restauration collective a reculé, du fait de la dette de l'Etat et du ralentissement de l'activité pétrolière. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé est passé à 12,07 milliards de FCFA, soit une hausse de 0,9%.

Evolution de l'activité

	Premier trimestre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 964	12 070	0,9%
Hôtels	2 395	3 818	59,4%
Restauration collective	9 569	8 252	-13,8%
Chambres occupées (en nombre)	24 388	34 854	42,9%
Taux d'occupation (en %)	51,07	52,96	3,7
Prix Moyen/chambre (FCFA)	115 055	148 757	29,3%

Sources: Radisson Blu& Park Inn, Rê-Ndama, Sodexo, Newrest, GSS Gabon, MDO, Servair.

II.16 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.16.1 L'Analyse bilancielle

Le total agrégé du bilan des banques s'est déprécié de 4,1% à 2 405,7 milliards de FCFA contre 2 508,3 milliards un an plus tôt. Cette baisse est essentiellement liée au repli du taux de couverture des crédits par les dépôts qui a perdu 8,7 points à fin mars 2017.

L'excédent de trésorerie s'est situé à 555,4 milliards de FCFA (23,1% du total du bilan). Il a toutefois enregistré une baisse de 23,2% en glissement annuel.

Evolution de la situation bilancielle

	Premier Trimestre			
	2015	2016	2017	Var.17/16
Crédits distribués(en milliards de FCFA)	2 070,5	2 175,9	2 035,1	-6,5%
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 070,5	2 175,9	2 035,1	-6,5%
Crédits bruts	1 708,8	1 722,6	1 748,3	1,5%
Créances en souffrance	146,5	184,1	186,6	1,4%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	67,7	85,7	109,4	27,7%
CREDITS NETS	1 641,1	1 636,9	1 638,9	0,1%
CAPITAUX PERMANENTS	288,7	328,2	328,1	0,0%
VALEURS IMMOBILISEES	125,5	147,8	211,4	43,0%
AUTRES POSTES NETS	23,1	4,2	42,5	-
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	615,8	723,6	555,4	-23,2%
TOTAL DU BILAN	2 382,3	2 508,3	2 405,7	-4,1%

Sources : Banques / DGEPPF

II.16.2 Les opérations avec la clientèle

II.16.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire se sont tassées de 6,5% à 2 035,1 milliards de FCFA en fin mars 2017. Les ressources à vue ont diminué de 6,8% à 1 249,2 milliards de FCFA, sous l'effet de la baisse conjuguée des dépôts privés (-8,9%) et des dépôts non ventilés (-20,4%). Les ressources à vue ont représenté 61,4% du total des dépôts contre 61,6% l'année précédente.

Les ressources à terme, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse), ont atteint 716,8 milliards de FCFA en mars 2017 contre 749,3 milliards en mars 2016, en régression de 4,3%. Ces ressources ont représenté 35,2% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	Premier Trimestre			Var2017/2016
	2015	2016	2017	
Comptes à vue	1 206,1	1 339,8	1 249,2	-6,8%
Comptes à terme	709,8	730,2	697,8	-4,4%
Comptes de dépôts à régime spécial	20,3	19,1	19	-0,5%
Autres comptes	127	78,7	58,1	-26,2%
Dettes rattachées	7,4	8,1	11,1	37,0%
TOTAL DES DEPOTS	2 070,6	2 175,9	2 035,2	-6,5%

Sources : Banques / DGEPPF

Au cours de la période sous revue, les dépôts publics ont progressé de 2,7% à 301,8 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 14,8% du total des dépôts contre 13,5% à fin mars 2016. Par

ailleurs, les dépôts du secteur privé non financier se sont contractés de 8,9% à 1 563,1 milliards de FCFA.

Evolution des dépôts par type de déposants

Dépôts de la clientèle (en milliards de FCFA)	Premier Trimestre			
	2015	2016	2017	Var.17/16
Dépôts publics	238,7	293,8	301,8	2,7%
Dépôts des entreprises publiques	51	50,1	50,5	0,8%
Dépôts privés	1 609	1 715	1 563,1	-8,9%
Dépôts des non-résidents	37,5	30,2	50,6	-
Dépôts non ventilés	134,3	86,8	69,1	-20,4%
TOTAL DES DEPOTS	2 070,5	2 175,9	2 035,1	-6,5%

Sources : Banques / DGEPP

II.16.2.2 Les crédits distribués

Les crédits bruts distribués au premier trimestre 2017 se sont confortés de 1,5% à 1 748,3 milliards de FCFA sous l'effet de la consolidation des crédits accordés au secteur public.

On note un repli des crédits octroyés au secteur privé (-7% à 1 087,1 milliards de FCFA). Ils ont représenté 62,2% du total des crédits contre 67,8% en 2016. En revanche, les crédits à l'Etat se sont accélérés de 26,2% à 549,4 milliards de FCFA. Ces derniers ont représenté 31,4% de l'ensemble des crédits bruts distribués. Enfin, les crédits consentis aux entreprises publiques, qui représentent 1,5% de l'ensemble des crédits bruts, ont régressé de 38,8% à 26 milliards de FCFA à fin mars 2017.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires

Crédits distribués(en milliards de FCFA)	Premier Trimestre			
	2015	2016	2017	Var.17/16
Crédits à l'Etat	414,1	435,5	549,4	26,2%
Crédits aux entreprises publiques	51,6	42,5	26	-38,8%
Crédits au secteur privé	1 189,6	1 168,6	1 087,1	-7,0%
Crédits aux non-résidents	39,6	59,5	61,7	3,7%
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	1,2	6,1	-
Autres créances	13,8	15,4	18	16,9%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 708,8	1 722,7	1 748,3	1,5%

Sources : Banques / DGEPP

II.17 LA MICROFINANCE

L'activité des établissements de microfinance s'est améliorée à fin mars 2017.

II.17.1 La configuration du secteur

Au 31 mars 2017, l'offre de services financiers de proximité est passée de 12 à 14 EMF dont cinq (5) de première catégorie et neuf (9) de deuxième catégorie. Cette répartition consacre le contrôle du secteur par les sociétés anonymes (structures de la deuxième catégorie).

II.17.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF

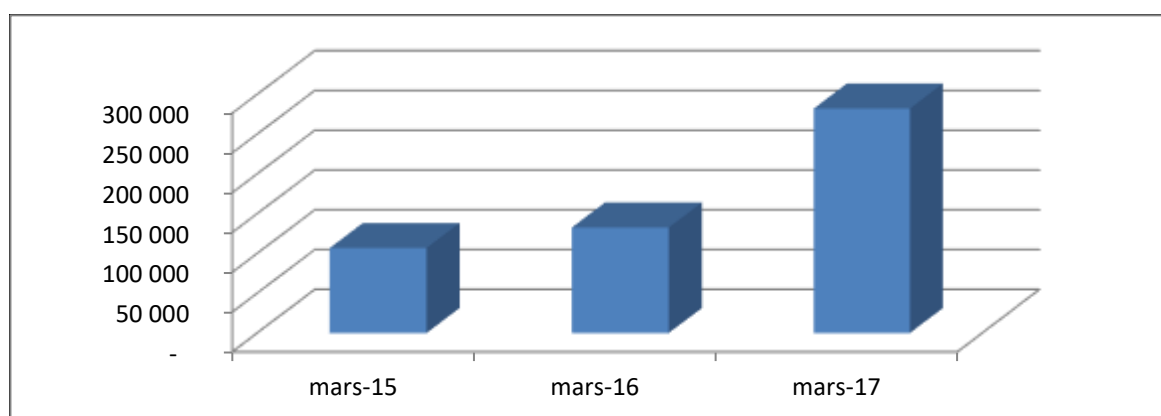
Le nombre d'agence et points de vente est passé de 60 à 64 en glissement annuel, en raison du démarrage des activités des nouveaux établissements. Toutefois, l'offre de services financiers reste majoritairement concentrée sur Libreville (54 agences).

Evolution des usagers et des effectifs

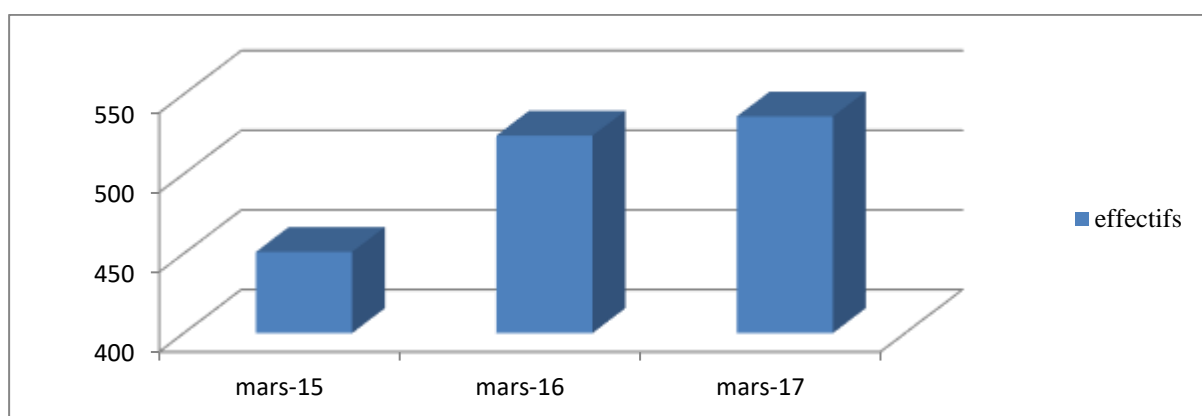
	Premier Trimestre		
	2016	2017	Var17/16
Usagers	132 586	282 089	113%
Effectifs	524	536	2%

Source : EMF/Cellule Microfinance

Le nombre de clients a progressé de 113% pour s'établir à 282089 comptes, du fait de l'extension des réseaux.



S'agissant de l'emploi, les effectifs ont atteint 536 agents contre 388 en mars 2016, soit une hausse de 2%, suite aux nouveaux recrutements.



II.17.3 Capitaux propres et intermédiation financière

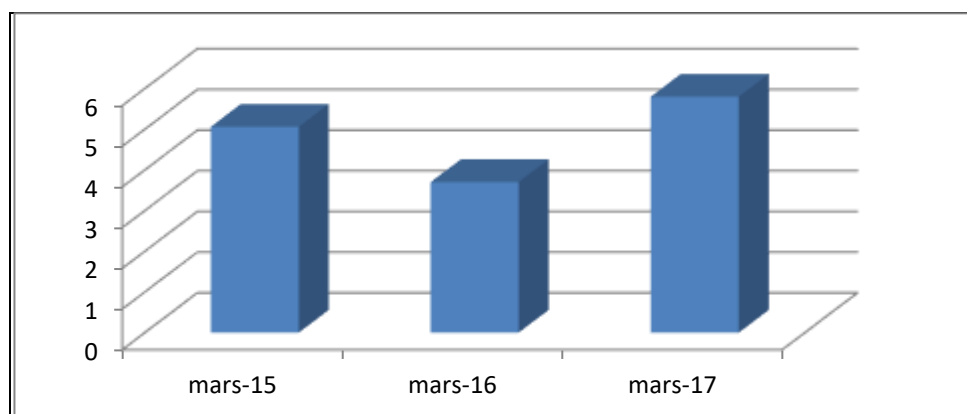
Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

En milliards de FCFA	Premier Trimestre		
	2016	2017	Var17/16
Fonds propres	3,7	5,8	57%
Encours de dépôts	34,67	34,97	1%
Encours de crédits	29,79	29,41	-1%

Source : EMF/Cellule Microfinance

- *Les fonds propres*

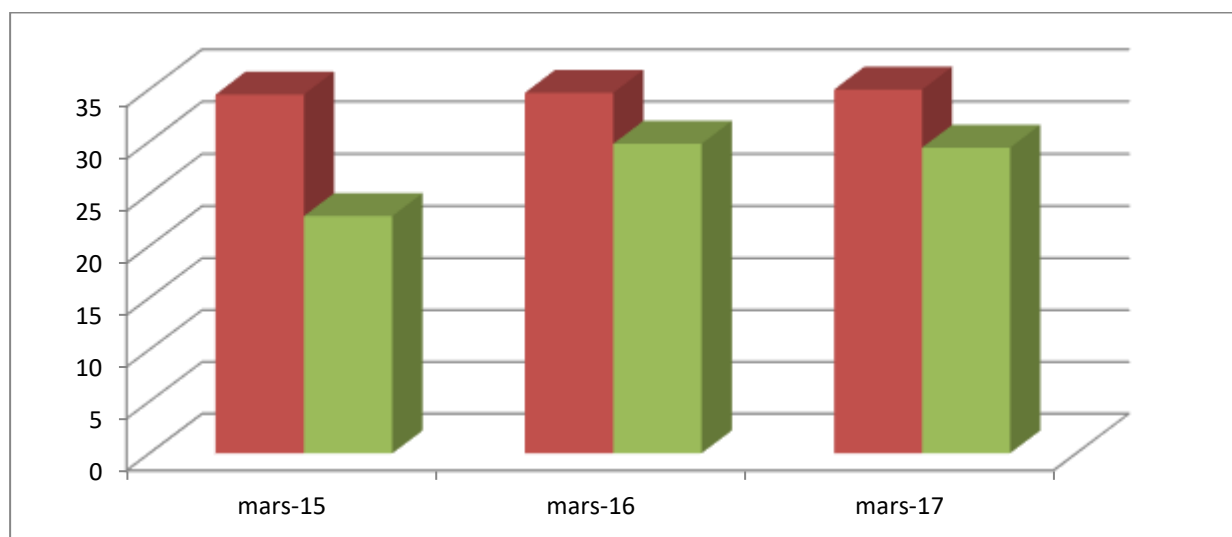
Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance se sont chiffrés à 5,8 milliards de FCFA au 31 mars 2017 contre 3,7 milliards de FCFA à fin mars 2016, soit une hausse de 57%. La consolidation de l'assise financière des sociétés anonymes autrefois en difficulté et le démarrage effectif des activités des nouveaux établissements expliquent cette évolution.



- *Les activités d'intermédiation financière*

Les activités d'intermédiation financière montrent une tendance contrastée. En effet, l'encours des dépôts a progressé de 1% passant de 34,67 milliards de FCFA au premier trimestre 2016 à 34,97 milliards de FCFA à fin mars 2017. Cette situation est consécutive à la défiance des clients vis-à-vis des établissements de microfinance, suite à la fermeture de BR Sarl.

Par contre, les crédits à la clientèle se sont élevés à 29,41 milliards de FCFA à fin mars 2017 contre 29,79 milliards de FCFA en 2016, soit une baisse de 1%, sous l'effet du ralentissement de l'activité économique.



Les taux pratiqués sur les opérations d'intermédiation sont restés constants sur les périodes de référence. Le taux de rémunération des crédits (taux débiteur) a oscillé entre 1,5% et 7% par mois (14% l'an pour les fonctionnaires) et celui des dépôts (taux créditeur) entre 3,5% et 5%.

II.18 LE SECTEUR ASSURANCE

Au premier trimestre 2017, le secteur de l'assurance s'est caractérisé par une augmentation de la collecte des primes après deux années de morosité de l'activité. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 6,8% à 29,21 milliards de FCFA, en liaison avec le rebond simultané des émissions des branches Non Vie et Vie.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 1ers trimestres 2016 et 2017

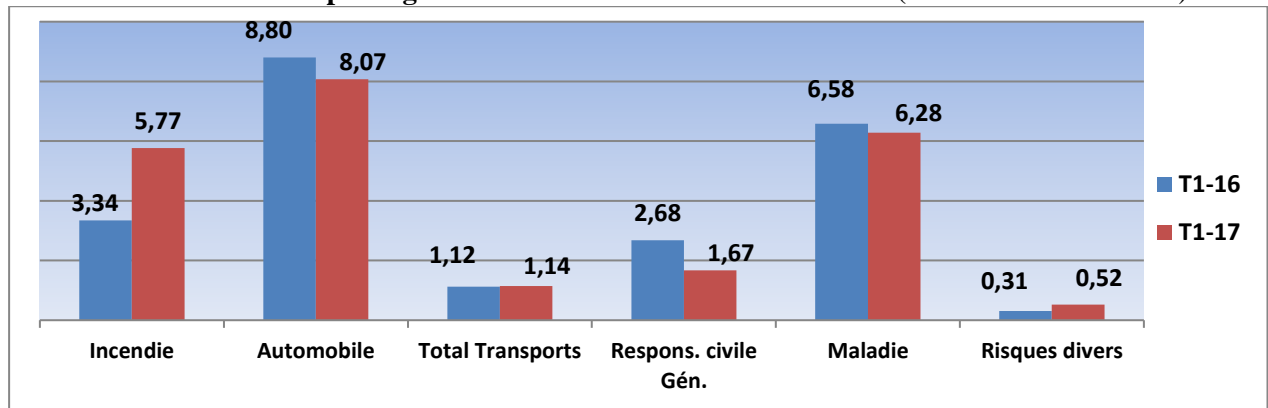
en milliards de FCFA	Premier trimestre			
	2016	2017	Var 17/16	Parts 17/16
Branches				
Non Vie	22,82	23,44	2,7	80
Vie	4,53	5,77	27,4	20
Total	27,35	29,21	6,8	100

Source : Compagnies d'assurances

- *La Branche Non Vie*

Au cours de la période sous revue, l'activité de la branche Non Vie, qui représente 80% du total des émissions du secteur, a augmenté de 2,7% à 23,44 milliards de FCFA contre 22,82 milliards à la même période en 2016. Cette évolution reste tributaire de la bonne tenue des produits Incendie (+73% à 5,77 milliards), Total Transports (+1,5% à 1,14 milliards), et Risques Divers (+67,4% à 520 millions).

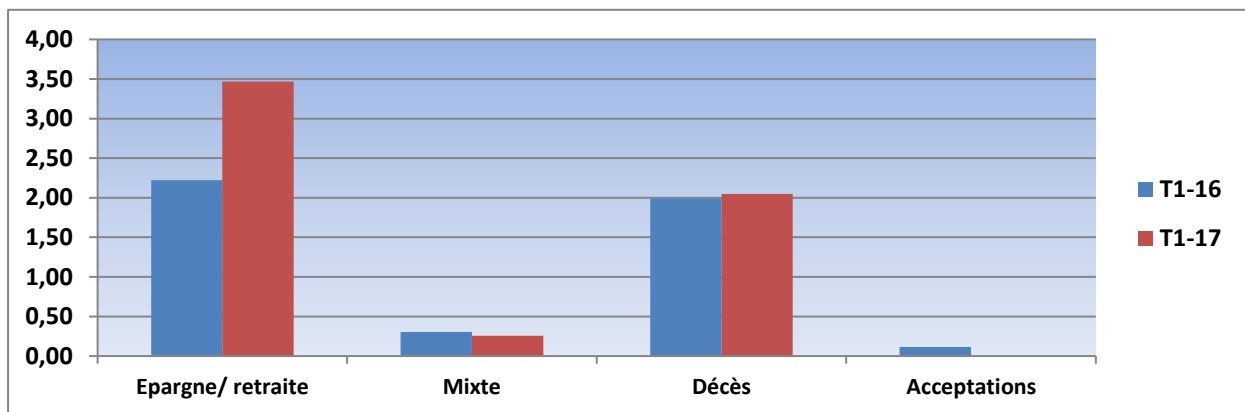
Evolution des cotisations par segment aux 1ers trimestres 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)



• **La Branche Vie et Capitalisation**

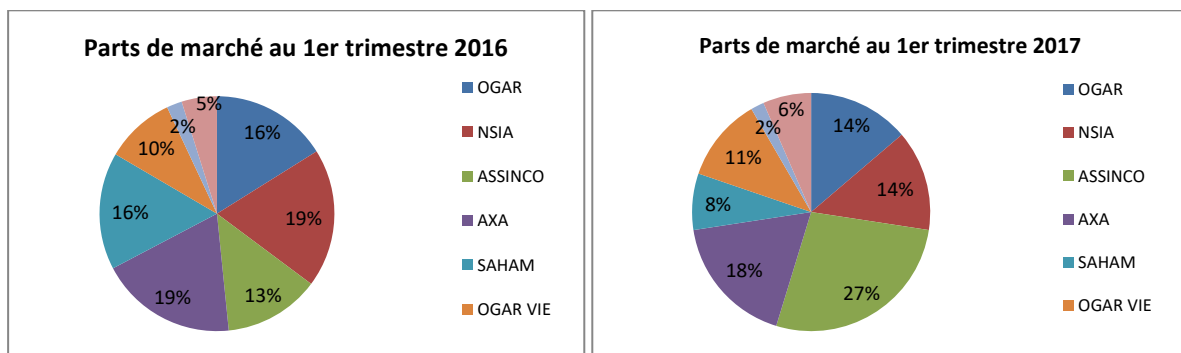
La Branche Vie couvre les opérations des produits d'assurance Capitalisation, Décès et Mixte. Les émissions ont généré un chiffre d'affaires en hausse de 27,4% à 5,77 milliards de FCFA au premier trimestre 2017, consécutivement à la collecte positive des primes sur les produits classiques : Epargne-Retraite (+63,6% à 3,47 milliards de FCFA) et Décès (+3% à 2,05 milliards de FCFA). Cette branche représente 20% du total des émissions du secteur.

Evolution du chiffre d'affaires aux 1ers trimestres 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)



• **La Répartition des parts de marché par compagnie**

Les Compagnies ASSINCO, AXA et le groupe OGAR se répartissent l'essentiel des primes. Leur part de marché représente 73% du chiffre d'affaires du secteur.



- *Les sinistres réglés*

La charge totale des sinistres payés, en diminution de 2,5%, s'est située à 5,84 milliards de FCFA au premier trimestre 2017 contre 5,99 milliards à la même période en 2016.

La charge des sinistres dans la branche Non Vie s'est contractée de 3,5% à 3,83 milliards de FCFA au premier trimestre 2017. Elle représente 83% des sinistres payés du secteur.

Dans le même temps, la branche Vie, représentant 17% des sinistres réglés du secteur, a enregistré une diminution de la couverture des sinistres de 5,2% à 2,01 milliards de FCFA au premier trimestre 2017.

- *Les Commissions versées*

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires d'assurance a progressé de 8,2% à 4,07 milliards de FCFA au premier trimestre 2017 contre 3,76 milliards à la même période en 2016. En assurance Non Vie, les commissions ont augmenté de 10,3% à 3,95 milliards de FCFA. Par contre, en assurance Vie, les commissions ont chuté de 34% à 120 millions de FCFA.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN MARS 2017

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au terme du premier trimestre 2017, l'évolution des prix mesurés par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a progressé de près de trois (3) points par rapport au premier trimestre 2016, pour s'établir à 3,3%. En glissement annuel, les prix ont augmenté de 2,8%.

Cette situation est tributaire du renchérissement des prix sur les fonctions suivantes : « Logement, eau, gaz, électricité » (+12,9%), du « Transport » (+4,7%), et des « biens et services divers » (+3,7%). L'augmentation des prix de la fonction « logement, eau, gaz et électricité » s'explique par l'accroissement des coûts liés essentiellement à la distribution d'eau et du gaz industriel (+24,3%).

La hausse des prix des transports s'explique par celle des pièces détachées et accessoires (+10,1%) et des carburants et lubrifiants (+9,7%), en liaison avec la poursuite de l'ajustement des prix des produits pétroliers (essence et gasoil).

En revanche, le niveau des prix des produits alimentaires a légèrement baissé (-0,1%) comparativement au premier trimestre 2016. Cette évolution provient du recul des composantes « pain & céréales » (-0,6%), « viandes » (-2,4%), « lait, fromage et œufs » (-0,2%) et des « huiles et graisses » (-0,8%), malgré la progression des prix des produits halieutiques (2,2%) et légumineux (1,1%). Le renforcement des activités de contrôle des prix dans le cadre de la lutte contre la vie chère et la tendance baissière des cours internationaux des produits de base (indice FAO) expliquent cette situation.

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Janvier-Mars				Glissement (%) (mars 17/mars16-1)
		2016	2017	Moyenne (%)		
				2016	2017	
INDICE GLOBAL	10000	128,3	132,5	0,4	3,3	2,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	138,9	138,7	1,3	-0,1	-0,1
Pains et céréales	673	129,2	128,4	1,6	-0,6	-0,5
Viandes	720	136,6	133,3	1,2	-2,4	-3,5
Poissons et fruits de mer	446	184,3	188,4	3,2	2,2	2,0
Lait, fromage et œufs	243	124,7	124,5	1,2	-0,2	0,2
Huiles et graisses	183	131,1	130,0	7,1	-0,8	-0,9
Légumes et tubercules	534	145,9	147,5	-1,8	1,1	2,7
Boissons alcoolisées et tabac	185	122,6	123,6	4,9	0,8	2,2
Articles d'habillement et chaussures	794	134,6	137,4	2,9	2,1	2,1
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	122,5	138,3	-6,7	12,9	10,8
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	122,8	122,6	5,7	-0,1	-0,8
Santé	357	100,8	99,7	-2,3	-1,1	0,1
Transports	990	141,1	147,6	10,5	4,7	4,8
Communications	355	65,7	59,5	-41,2	-9,4	-4,7
Loisirs et cultures	503	119,7	120,9	2,4	1,0	1,0
Enseignement	170	111,8	113,2	4,9	1,2	1,3
Restaurants et hôtels	466	126,9	129,8	2,5	2,3	-0,2
Biens et services divers	275	140,3	145,5	31,0	3,7	1,0

Source : DGS

III.2 L'EMPLOI

III.2.1 L'emploi Public

Afin mars 2017, le secteur public compte 102 270 agents contre 102 658 à la même période en 2016. Cette diminution (-0,4%) provient de la baisse simultanée des effectifs de la Fonction Publique et ceux de la main-d'œuvre non permanente (MONP).

En effet, au premier trimestre 2017, les effectifs de la Fonction Publique ont baissé de 0,2% à 87 337 agents. Cette tendance est le résultat de la politique restrictive du Gouvernement en matière de maîtrise des effectifs afin de converger progressivement vers la norme communautaire liée à la masse salariale (<35%).

La baisse de 1,6% des effectifs de la main-d'œuvre non permanente à fin mars 2017 est liée au repli des effectifs de cette catégorie d'agents affectés à Libreville (-10,4%), en dépit de la hausse des agents de l'intérieur du pays (+6,0%), en liaison avec le recensement exhaustif de ces agents.

Evolution de l'emploi dans le secteur public

	Premier trimestre		Var17/16
	2016	2017	
Fonction publique	87 485	87 337	-0,2%
MONP	15 173	14 933	-1,6%
Libreville	6 989	6 261	-10,4%
Intérieur	8 184	8 672	6,0%
Total	102 658	102 270	-0,4%

Sources : DGFIB, ANINF

III.2.2 Les effectifs par département

Afin mars 2017, plusieurs administrations ont vu leurs effectifs se réduire suite à une meilleure application de la décision du non remplacement systématique des départs à la retraite. Ainsi, l'on a enregistré une baisse de la quasi-totalité des effectifs des différentes administrations, notamment les Administrations Economiques (-11,1%), les Administrations de développement (-6,2%) et les Pouvoirs Publics (-4,1%).

Par contre, l'Administration Centrale a enregistré une forte augmentation (+25,6%) de ses effectifs au premier trimestre 2017. Cette évolution s'explique par le passage en solde des agents au ministère de la justice, essentiellement les gardiens de la paix nouvellement recrutés.

Evolution de l'emploi par département

Départements	Premier trimestre		Var 17/16
	2016	2017	
POUVOIR PUBLIC	24917	23899	-4,1%
ADM, CENTRALE	11685	14676	25,6%
ADM, ECONOMIQUE	8134	7233	-11,1%
ADM, DEVELOPPEMENT	4198	3938	-6,2%
ADM, DES TRANSPORTS	1259	1193	-5,2%
ADM, DE L'EDUCATION	25338	24751	-2,3%
ADM, SOCIALE	11711	11420	-2,5%
AUTRES	243	227	-6,6%
TOTAL	87485	87337	-0,2%

Source : DGBFIP

III.3 LES SALAIRES

La masse salariale du secteur public exécutée au premier trimestre 2017 s'est établie à 169,5 milliards de FCFA, en hausse de 3,2% par rapport au premier trimestre 2016. Cette variation, s'explique par l'accroissement de 3,5% de la solde permanente en dépit de la baisse de la masse salariale liée à la main d'œuvre non permanente (-2,4 %). En effet, la hausse de la solde permanente provient essentiellement de la mise en solde de certains agents publics initialement en présalaire (éducation, administration économique, etc.), mais également du relèvement des effectifs de l'administration centrale.

Cette évolution a été enregistrée avant la mise en application des mesures annoncées visant la maîtrise de ce poste de dépenses qui interviendront tout au long de l'année. En revanche, concernant les agents de la main-d'œuvre non permanente, la baisse au premier trimestre 2017 de la masse salariale est expliquée par le repli des effectifs de cette catégorie. Au total, les mesures d'ajustement envisagées devraient aboutir à une inversion de la tendance de la masse salariale globale.

Evolution de la masse salariale du secteur public

(En milliards de FCFA)	Premier Trimestre		var 2017/2016
	2016	2017	
Traitements et salaires (T et S)	164,2	169,5	3,2%
Solde permanente	156	161,4	3,5%
MONP	8,3	8,1	-2,4%

Sources : DGFIB, ANINF

III.3.1 La solde Permanente par administration

Au terme du premier trimestre 2017, la masse salariale de la majorité des administrations a été en hausse : l'administration centrale (+14,1%), les pouvoirs publics (+4,4%), l'éducation (+2,4%), l'économie (+0,8%). La mise en solde de certains agents explique cette évolution.

Evolution de la solde permanente par département

(en milliards de FCFA)	Premier trimestre		Var 17/16
Département	2 016	2 017	
POUVOIRS PUBLICS	43,0	44,9	4,4%
ADM.GENERALE	20,5	23,4	14,1%
ADM. ECONOMIQUE	12,8	12,9	0,8%
ADM. DU DEVELOPPEMENT	7,3	7,1	-2,7%
ADM. DES TRANSPORTS	2,1	1,9	-9,5%
ADM. DE L'EDUCATION	49	50,2	2,4%
ADM. SOCIALES	20,5	20,4	-0,5%
AUTRES	0,68	0,62	-8,8%
TOTAL	156	161,4	3,5%

Source : ANINF

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Au premier trimestre 2017, le flux des échanges commerciaux (importations et exportations) du Gabon avec le reste du monde a progressé de 22,2% à 972,4 milliards de FCFA. Cette évolution résulte de la hausse des exportations en valeur (+64,2%), malgré la baisse des importations (-26,7%) sur la période.

Ainsi, la balance commerciale, qui affichait un solde de 60,9 milliards de FCFA au premier trimestre de 2016, a atteint 433,9 milliards de FCFA. Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations est évalué à 261,1% en 2017 contre 116,6% en 2016.

La balance commerciale

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Var 16/15	Var 17/16
	2015	2016	2017		
Exportations totales	902,7	428,3	703,1	-52,6%	64,2%
Importations totales	528,7	367,4	269,2	-30,5%	-26,7%
BALANCE COMMERCIALE	374,0	60,9	433,9	-83,7%	612,5%
Echanges (exportations+ importations)	1 431,4	795,7	972,4	-44,4%	22,2%
Taux de couverture	170,7%	116,6%	261,1%	-31,7%	124,0%

Source : DGDDI

III.4.1 L'évolution des exportations en valeur

En variation trimestrielle par rapport à 2016, les ventes du Gabon se sont améliorées de 64,2% en 2017, pour se situer à 703,1 milliards de FCFA. Elles ont été favorisées aussi bien par la hausse des exportations en valeur de pétrole, qui ont progressé de 80,3%, que par celle des expéditions des produits hors pétrole qui ont augmenté de 21,8%.

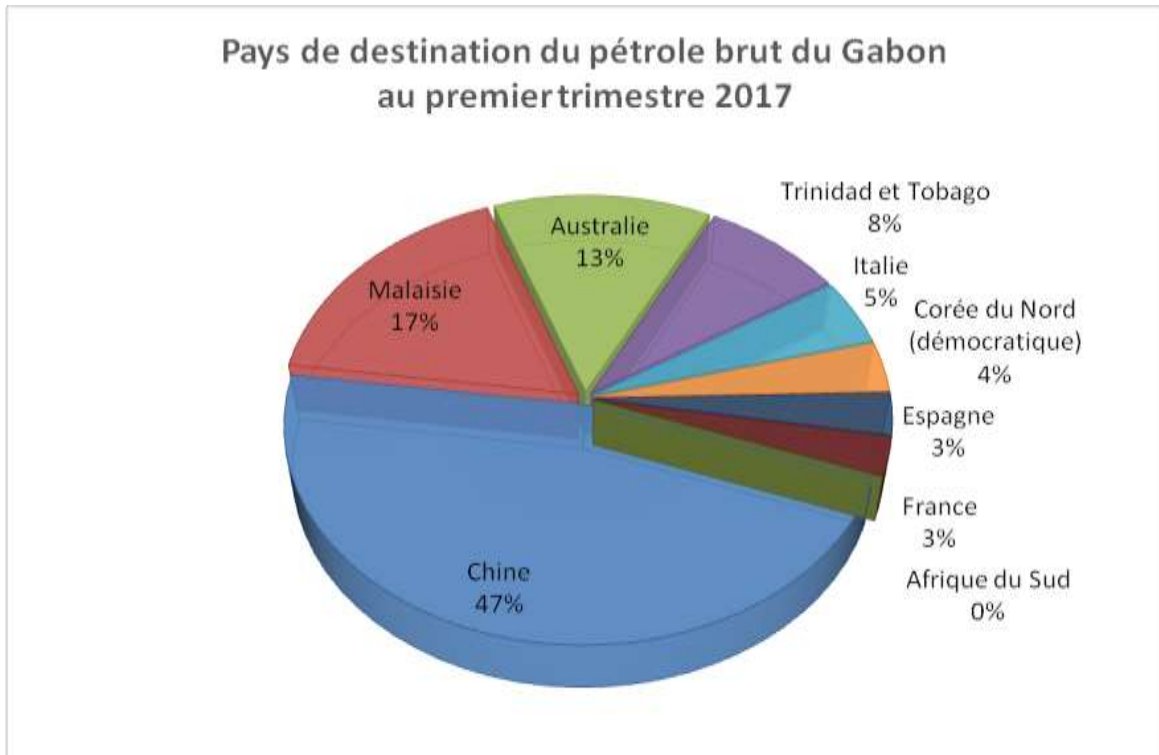
Les exportations en valeur

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids			Var 16/15	Var 17/16
	2015	2016	2017	2015	2016	2017		
Exportations de pétrole brut	717,5	310,0	559,0	79,5%	72,4%	79,5%	-56,8%	80,3%
Exportations hors pétrole dont:	185,2	118,3	144,1	20,5%	27,6%	20,5%	-36,1%	21,8%
Bois sciés et ouvrages	53,6	51,6	63,8	5,9%	12,0%	9,1%	-3,7%	23,6%
Minerais de manganèse	20,1	10,9	29,4	2,2%	2,5%	4,2%	-45,8%	169,7%
Produits dérivés du pétrole	16,0	17,2	24,6	1,8%	4,0%	3,5%	7,5%	43,0%
Caoutchoucs naturels	3,0	2,1	3,8	0,3%	0,5%	0,5%	-30,0%	81,0%
Ferro-silico-manganèse	22,9	2,0	2,5	2,5%	0,5%	0,4%	-91,3%	25,0%
Or sous forme brute	-	1,0	1,2	0,0%	0,2%	0,2%	-	20,0%
Huile de palme	-	0,1	0,9	0,0%	0,0%	0,1%	-	800,0%
Poissons et produits de la pêche	0,1	0,4	0,4	0,0%	0,1%	0,1%	300,0%	0,0%
Cacao en fèves et brisures, bruts	-	-	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
Bières	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
Ciments	0,8	-	-	0,1%	0,0%	0,0%	-	-
Tabacs	0,2	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
Autres	68,4	33,1	17,4	7,6%	7,7%	2,5%	-51,6%	-47,4%
Exportations totales	902,7	428,3	703,1	100,0%	100,0%	100,0%	-52,6%	64,2%

Source : DGDDI

- *Les exportations de pétrole*

Entre janvier et mars 2017, les exportations en valeur de pétrole brut se sont renforcées de 80,3% à 559,0 milliards de FCFA par rapport à 2016. Cette croissance a été soutenue par un redressement des cours pétroliers. Les ventes ont été essentiellement destinées aux marchés asiatique (Chine et Malaisie) et d'Océanie (Australie).



Sources : DGEPP/DGDDI

- *Les exportations hors pétrole*

Les ventes hors pétrole ont évolué de 21,8% à fin mars 2017 après une inflexion de 52,6% sur la même période en 2016. Cette situation résulte de l'augmentation des ventes de la totalité des produits.

En effet, l'accélération de la croissance du commerce mondial, observé depuis le début de l'année 2017, a favorisé l'achat des principaux produits gabonais par l'extérieur. Ainsi, la hausse des ventes de bois sciés fait suite à la vigueur de la demande, notamment de la Chine (+34,7%) et de la France (+6,3%). Par ailleurs, la hausse des prix à l'international et l'accroissement de la demande extérieure, essentiellement de Chine, de Norvège et de Belgique, expliquent l'accélération des ventes des différents produits miniers.

III.4.2 L'évolution des importations en valeur

Les importations se sont repliées de 26,7% au premier trimestre 2017 par rapport à la même période en 2016. Cette situation résulte de la baisse des importations des biens intermédiaires, d'équipements et d'énergie.

Les importations des biens d'équipement ont reculé de 32,0% en liaison avec la baisse des investissements des compagnies pétrolières. De même, les achats de véhicules ont enregistré un net repli (-44,6%).

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids en 2016		Var 16/15	Var 17/16
	2 015	2 016	2 017	2 016	2 017		
BIENS DE CONSOMMATION FINALE DONT :	113,3	112,5	113,3	30,6%	42,1%	-0,7%	0,7%
<i>Produits alimentaires</i>	73,4	77,7	77,2	21,1%	28,7%	5,9%	-0,6%
<i>Boissons</i>	4,4	3,9	4,7	1,1%	1,7%	-11,4%	20,5%
BIENS D'EQUIPEMENT	251,4	122,9	83,6	33,5%	31,1%	-51,1%	-32,0%
BIENS INTERMEDIAIRES	96,7	95,8	66,6	26,1%	24,7%	-0,9%	-30,5%
ENERGIE	67,3	36,1	5,7	9,8%	2,1%	-46,4%	-84,2%
Importations totales	528,7	367,4	269,2	100,0%	100,0%	-30,5%	-26,7%

Source : DGDDI

III.4.3 Le partenariat économique

A fin mars 2017, la Chine a occupé la première place, avec un volume d'échanges estimé à 327,8 milliards de FCFA contre 131,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2016. Elle est suivie de la France (129,3 milliards FCFA), Trinidad et Tobago (99,5 milliards de FCFA) et de l'Italie (72,9 milliards de FCFA).

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Var 17/16
	2015	2016	2017	
Chine	127,2	131,7	327,8	148,8%
France	118,3	136,1	129,3	-5,0%
Trinidad et Tobago	131,1	22,9	99,5	334,8%
Italie	79,2	28,7	72,9	153,7%
Australie	133,3	56,5	47,4	-16,2%
Etats Unis	210,2	27,3	9,1	-66,5%
Total	1 431,4	795,7	972,4	22,2%

Source : DGDDI

III.4.3.1 Les principaux fournisseurs

- *Par pays*

Les commandes du Gabon en provenance de ses dix(10) premiers fournisseurs ont reculé de 23,4% pour se situer à 196,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2017, comparativement à la même période en 2016. La facture de ces principaux partenaires a représenté 72,8% de ses importations totales.

Au terme des trois premiers mois 2017, la France s'est positionnée au premier rang (35,7% des parts), devant la Belgique (12,1% des parts) et la Chine (9,6% des parts).

Le solde de la balance commerciale avec la France a été déficitaire de 62,6 milliards de FCFA, consécutive à la baisse des ventes du pétrole (21,1 milliards de FCFA en 2016 contre 16,1 milliards de FCFA en 2017), combinée à la hausse des achats des outillages, machines, appareils mécaniques

(20,9 milliards de FCFA contre 25,3 milliards FCFA) et des produits alimentaires (17,7 milliards de FCFA contre 18,2 milliards de FCFA).

Evolution des importations gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids		Var17/16
	2015	2016	2017	2016	2017	
France	104,5	100,0	96,0	27,2%	35,7%	-4,0%
Belgique	58,0	35,1	32,5	9,6%	12,1%	-7,5%
Chine	42,7	37,5	24,8	10,2%	9,2%	-33,9%
Thaïlande	7,2	11,5	9,8	3,1%	3,6%	-14,3%
Etats Unis	123,6	22,1	7,1	6,0%	2,6%	-68,0%
Emirats Arabes Unis	7,9	7,4	7,0	2,0%	2,6%	-6,0%
Maroc	6,6	7,0	6,9	1,9%	2,6%	-2,3%
Pays Bas	23,4	7,6	5,9	2,1%	2,2%	-22,7%
Allemagne	13,4	6,2	3,3	1,7%	1,2%	-46,9%
Togo	28,9	21,8	3,0	5,9%	1,1%	-86,4%
Importations des 10 premiers fournisseurs	416,1	256,2	196,1	69,7%	72,8%	-23,4%
Autres	112,5	111,2	73,1	30,3%	27,2%	-34,3%
Total Import	528,7	367,4	269,2	100,0%	100,0%	-26,7%
Poids des 10 premiers fournisseurs	78,7%	69,7%	72,8%			

Source : DGDDI

- *Par continent*

A fin mars 2017, l'Europe est restée le principal fournisseur du Gabon (61,4% des parts). Elle est suivie de l'Asie (22,0%) et de l'Afrique (10,4%). L'évolution des commandes européennes sont liées à la hausse des achats de produits alimentaires (+10,2%) et des outillages, machines, appareils mécaniques (+1,2%).

Evolution des achats par continent

En milliards de FCFA	Premiers trimestre			Poids		Var17/16
	2015	2016	2017	2016	2017	
AFRIQUE	65,6	55,9	28,0	15,2%	10,4%	-50,0%
dont CEMAC	6,9	7,5	5,7	2,1%	2,1%	-24,6%
AMERIQUE	138,3	42,8	16,2	11,6%	6,0%	-62,0%
ASIE	87,3	88,6	59,2	24,1%	22,0%	-33,2%
EUROPE	236,7	179,3	165,3	48,8%	61,4%	-7,8%
dont U.E	228,0	173,7	160,3	47,3%	59,6%	-7,7%
OCEANIE	0,8	0,8	0,5	0,2%	0,2%	-35,2%
Total import	528,7	367,4	269,2	100,0%	100,0%	-26,7%

Source : DGDDI

III.4.3.2 Les principaux clients

- *Par pays*

Les ventes du Gabon en direction de ses dix(10) premiers clients ont enregistré une hausse de 329,5 milliards de FCFA. Celles-ci ont doublé pour atteindre 640,9 milliards de FCFA en 2017.

La Chine, avec 43,1% des parts, demeure le principal client du Gabon. Elle est suivie de la Malaisie (13,9% des parts), de Trinidad et Tobago (10,3% des parts) et de la France (6,7% des parts). Les produits à destination de ce pays sont le pétrole brut, les bois sciés et ouvrages et le manganèse.

La balance commerciale avec la Chine a été excédentaire de 278,2 milliards de FCFA, suite à la hausse des ventes du pétrole (260,6 milliards de FCFA contre 76,0 milliards de FCFA) et du bois scié et ouvrages (21,2 milliards FCFA contre 15,8 milliards de FCFA) et du manganèse (20,5 milliards de FCFA contre 1,9 milliard de FCFA).

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Premiers trimestre			Poids		Var17/16
	2015	2016	2017	2016	2017	
Chine	84,5	94,3	303,0	22,0%	43,1%	221,4%
Malaisie	126,5	11,2	97,6	2,6%	13,9%	768,9%
Australie	78,6	28,5	72,6	6,7%	10,3%	154,8%
Trinidad et Tobago	133,3	56,5	47,4	13,2%	6,7%	-16,2%
France	13,8	36,1	33,4	8,4%	4,7%	-7,7%
Italie	56,6	22,5	31,3	5,2%	4,4%	39,2%
Espagne	69,1	34,7	20,9	8,1%	3,0%	-39,7%
Corée du Nord	58,3	10,5	20,7	2,5%	2,9%	96,2%
Pays Bas	67,3	11,9	12,1	2,8%	1,7%	1,5%
Etats Unis	86,6	5,3	2,1	1,2%	0,3%	-60,6%
Exportations des 10 premiers clients	774,6	311,5	640,9	72,7%	91,2%	105,8%
Autres	128,1	116,8	62,2	27,3%	8,8%	-46,8%
Total export	902,7	428,3	703,1	100,0%	100,0%	64,2%
Poids des 10 premiers clients	14,2%	27,3%	8,8%			

Source : DGDDI

- *Par continent*

A fin mars 2017, l'Asie demeure le premier client du Gabon avec 62,0% des parts d'importation suivi de l'Europe (18,6%), de l'Océanie (10,3%) et de l'Amérique (7,2%). Les produits exportés vers ces continents sont le pétrole, le manganèse et le bois scié et ouvrages.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids		Var17/16
	2015	2016	2017	2016	2017	
AFRIQUE	25,1	34,2	13,1	8,0%	1,9%	-61,7%
dont CEMAC	13,7	9,3	3,2	2,2%	0,5%	-65,3%
AMERIQUE	221,0	62,6	50,7	14,6%	7,2%	-19,0%
ASIE	322,6	161,4	435,7	37,7%	62,0%	170,0%
EUROPE	255,3	141,6	131,0	33,1%	18,6%	-7,5%
dont U.E	250,0	136,8	125,6	31,9%	17,9%	-8,2%
OCEANIE	78,7	28,5	72,7	6,7%	10,3%	154,9%
Total export	902,7	428,3	703,1	100,0%	100,0%	64,2%

Source : DGDDI

III.5 LA DETTE

L'exécution de la dette au premier trimestre 2017 fait ressortir une légère baisse des règlements, un accroissement substantiel des tirages sur financement et une hausse du stock de la dette. La baisse du volume de paiements concerne uniquement la dette intérieure. Les tirages ont été effectués en totalité sur l'extérieur alors que la hausse de l'encours de la dette publique est principalement d'origine interne.

III.5.1 L'évolution du règlement

Le Gouvernement a réglé 61,1 milliards de FCFA de la dette publique au premier trimestre 2017 contre 68,0 milliards de FCFA à la même période en 2016. Cette évolution s'explique par le recul du volume de paiement de la dette intérieure.

Le règlement de la dette extérieure a été consacré au paiement de la dette commerciale (62,8% du montant), des créanciers multilatéraux (24,0% du montant total réglé sur la dette extérieure) et à la dette bilatérale (13,1% du montant total réglé sur la dette extérieure). Comparativement à 2016, le règlement de la dette extérieure a progressé de 14,6% au premier trimestre 2017, du fait principalement de la hausse du règlement de la dette commerciale (31,0%).

Le paiement de la dette intérieure a concerné le règlement de la dette bancaire (52,6% des règlements intérieurs), moratoire (27,4% des règlements intérieurs), divers (18,8% des règlements intérieurs) et marché financier régional (1,2% des règlements intérieurs). Comparativement au premier trimestre 2016, le règlement de la dette intérieure a diminué de 38,8% pour s'établir à 19,4 milliards de FCFA.

Evolution du règlement de la dette (courant et échéances antérieures)

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)	Poids en 2017
	2016	2017		
Dette extérieure	36,4	41,7	14,6%	68,3%
Multilatérale	9,6	10,0	4,5%	24,0%
Bilatérale	6,8	5,5	-19,4%	13,1%
Commerciale	20,0	26,2	31,0%	62,8%
Marché financier International	0,0	0,0		0,0%
Dette intérieure	31,6	19,4	-38,8%	31,7%
Bancaire	16,3	10,2	-37,6%	52,6%
Moratoires	15,3	5,3	-65,4%	27,4%
Divers		3,6		18,8%
Marché financier Régional		0,2		1,2%
Total	68,0	61,1	-10,2%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.5.2 L'évolution des tirages sur financements

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin mars 2017 se sont élevés à 138,9 milliards de FCFA contre 6,4 milliards en 2016. Cette hausse substantielle des tirages provient des financements extérieurs (FINEX). Cependant, les financements intérieurs n'ont pas été réglés. La hausse des financements extérieurs découle de l'augmentation des paiements multilatéraux, en dépit du repli des financements bilatéraux (-40,0%).

Evolution sur financements extérieurs et intérieurs

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)
	2016	2017	
Extérieure	5,1	138,9	
Multilatéraux	1,7	138,3	
BIRD	1,7		
BDEAC		6,7	
BAD		131,2	
BID			
FIDA		0,4	
Bilatéraux	1,0	0,6	-40,0%
<i>Club de Paris</i>	1	0,6	-40,0%
France	1		
<i>Non Club de Paris</i>			
Chine			
Commerciaux	2,4		
Autriche			
Espagne			
France	2,4		
Marché financier international			
Intérieure	1,3		
Marché financier régional	1,3		
Total	6,4	138,9	

Source : DGD

La hausse des FINEX au premier trimestre 2017 provient de l'appui budgétaire la Banque Africaine de Développement, de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (travaux du tronçon routier Pk5-Pk12) et du Fonds d'Investissement et de Développement Agricole (Projet de Développement Agricole et Rural).

Les décaissements bilatéraux ont été effectués auprès de l'Agence Française de Développement et ont été orientés vers trois (3) projets, à savoir : assainissement de la ville de Port-Gentil, aménagement des bassins versant de Gué-Gué ainsi que le développement et l'investissement agricole.

III.5.3 L'évolution du stock de la dette

A fin mars 2017, le stock de la dette publique a augmenté de 38,9% par rapport à mars 2016 pour atteindre 4199,7 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par les hausses conjointes des dettes extérieure (+16,8%) et intérieure (+264,4%). La hausse de la dette extérieure provient du relèvement des emprunts multilatéraux (+45,8%), commerciaux (+31,6%), bilatéraux (+11,2%) et ceux des marchés financiers internationaux (+6,1%).

L'évolution de la dette intérieure est expliquée par la forte hausse de la dette moratoire (+401,4%) et sur le marché financier régional (+77,4%), en dépit de la baisse de la dette diverse (-50,1%). Enfin, le portefeuille de la dette publique à fin mars 2017 reste structurellement dominé par la dette extérieure (76,6% de l'encours) dont 41,6% provient des marchés financiers internationaux.

Evolution du stock de la dette

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)	Poids en 2017
	2016	2017		
Dette extérieure	2754,7	3217,3	16,8%	76,6%
Multilatérale	349,9	510,2	45,8%	15,9%
Bilatérale	666,4	741,4	11,3%	23,0%
Commerciale	476,8	627,3	31,6%	19,5%
Marché financier International	1261,6	1338,4	6,1%	41,6%
Dette intérieure	269,6	982,4	264,4%	23,4%
Bancaire		355,0		36,1%
Moratoires	62,3	312,4	401,4%	31,8%
Divers	41,3	20,6	-50,1%	2,1%
Marché financier Régional	166	294,4	77,4%	30,0%
Total	3024,3	4199,7	38,9%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.6 LE BUDGET DE L'ETAT A FIN MARS 2017

III.6.1 L'exécution du budget

Au premier trimestre 2017, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire et des déficits base engagement et base caisse.

Le solde primaire a affiché un excédent de 3,1 milliards de FCFA contre un excédent de 5,4 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Cet excédent est imputable essentiellement à l'accroissement des recettes pétrolières. Le déficit du solde base engagement s'est renforcé de 3,8 milliards de FCFA pour s'établir à 19,4 milliards de FCFA suite à l'accroissement des intérêts payés.

Le solde base caisse a vu son déficit se creuser davantage. Il s'est établi à 60,8 milliards de FCFA contre un déficit de 6,5 milliards de FCFA à fin mars 2016, compte tenu de l'effort réalisé en matière de réduction des arriérés (-41,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2017 contre une accumulation de 9,1 milliards de FCFA à la même période en 2016).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	A fin mars		
	2016	2017	Variations
Recettes pétrolières	98,0	144,1	47,0%
Recettes hors pétrole	254,3	230,6	-9,3%
Recettes comptes spéciaux	25,1	22,3	-11,3%
Recettes totales	377,4	397,0	5,2%
Dépenses de fonctionnement	293,1	293,8	0,3%
Dépenses d'investissement	66,8	10,6	-84,2%
Autres dépenses*	12,2	89,5	-
Dépenses primaires totales	372,1	393,9	5,9%
Intérêts sur la dette	20,9	22,5	7,5%
Solde primaire	5,4	3,1	-42,5%
Solde base engagement	-15,6	-19,4	24,7%
Solde base caisse	-6,5	-60,8	-

* Hors intérêts sur la dette

Source : DGCPT

III.6.2 Les recettes budgétaires

Le budget en recettes s'est établi à 397,0 milliards de FCFA au terme des trois premiers mois de l'année, soit une augmentation de 5,2% par rapport à la même période une année auparavant. Cette évolution est imputable à la hausse des recettes pétrolières, nonobstant la baisse aussi bien des recettes hors pétrolières que des recettes des comptes spéciaux.

III.6.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision initiale de 478,6 milliards de FCFA pour l'année, 144,1 milliards ont été collectés au premier trimestre 2017, soit un taux de réalisation de 30,1%. Comparativement à fin mars 2016, les recettes pétrolières se sont améliorées de 47,0% du fait essentiellement de la forte hausse des prix de pétrole (+70,9% au premier trimestre) et de l'appréciation du taux de change (+3,5%) du FCFA par rapport au dollar.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	A fin mars		
	2016	2017	Variations
Impôts sur les sociétés	0,0	2,9	-
Redevance Minière Proportionnelle	52,5	69,5	32,2%
Autres	33,5	52,2	55,6%
Transferts SOGARA	11,9	19,5	63,4%
Total des recettes pétrolières	98,0	144,1	47,0%

Source : DGCP

III.6.2.2. Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1379,8 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2017, les recettes hors pétrole se sont établies à 230,6 milliards de FCFA au terme des trois premiers mois de l'année, soit un taux d'exécution de 16,7%. Leur repli (-9,3%) par rapport à 2016 résulte essentiellement de la diminution du recouvrement aussi bien des droits de douanes (-17,8%) que des impôts directs (-17,0%), malgré l'amélioration des taxes sur les biens et services (+8,7%). La baisse des recettes douanières et des impôts directs provient du ralentissement de l'activité économique et du maintien des mesures dérogatoires en faveur de certains contribuables (exonérations diverses).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	A fin mars		
	2016	2017	Variations
Droits de douanes	68,4	56,2	-17,8%
Taxes sur les biens et services	54,3	59,0	8,7%
<i>dont TVA</i>	35,9	48,3	34,5%
Impôts directs	90,8	75,4	-17,0%
Autres recettes	40,9	40,0	-2,1%
Total de recettes hors pétrole	254,3	230,6	-9,3%

Source : DGCP

III.6.3 Les dépenses budgétaires

A fin mars 2017, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 5,9% pour s'établir à 416,4 milliards de FCFA. Hors paiement des intérêts de la dette publique, elles ont augmenté de 5,9% à 393,9 milliards de FCFA.

III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 199,2 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2017, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 293,8 milliards de FCFA à fin mars 2017, soit un taux de réalisation de 24,5%. Comparativement à l'année précédente, elles ont été quasi stable (+0,3%) en raison de la maîtrise des dépenses de personnel et en biens et services, malgré le renforcement des dépenses relatives aux transferts et subventions.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 174,4 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 24,5% de la dotation de la loi de finances initiale. Comparativement à fin mars 2016, elles ont connu un repli de 11,4% du fait de la diminution de la solde permanente (-14,0%), en dépit de l'accroissement de la rémunération de la MONP (+41,7%).

Sur une dotation de 246,2 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2017, les dépenses en biens et services se sont établies à 39,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 15,8%. Elles se sont contractées de 31,6% suite à la diminution des dépenses liées aux autres biens et services (-29,3%) et des dépenses relatives à la consommation de l'électricité et l'eau (-33,3%).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 80,5 milliards de FCFA, soit 33,4% des prévisions initiales. Elles ont enregistré une hausse de 105,3% en raison de l'accroissement des subventions (+43,7 milliards de FCFA) et des transferts réalisés par l'Etat au bénéfice de la SOGARA pour soutenir les prix des carburants (+11,0 milliards de FCFA).

III.6.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait du recul des financements sur ressources propres (-95,3%) les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 84,2% au terme des trois premiers mois de l'année 2017 pour s'établir à 10,6 milliards de FCFA. Elles inscrivent ainsi un taux d'exécution de 3,0% par rapport au plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances initiale 2017.

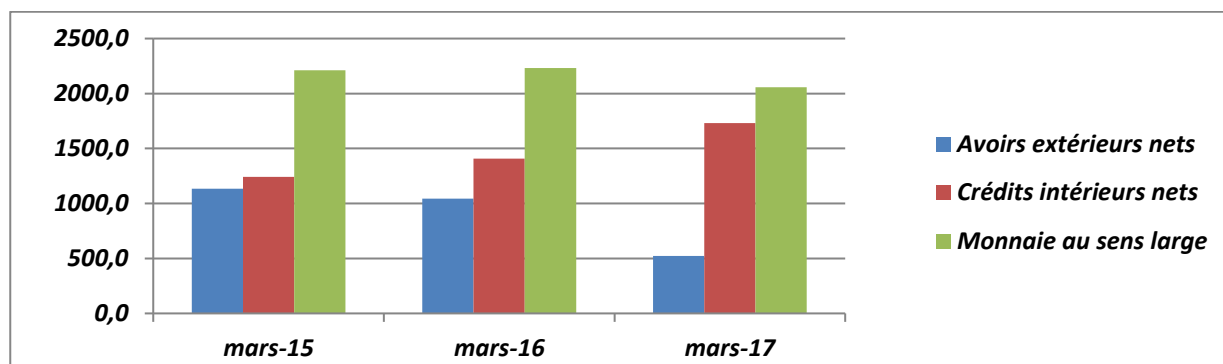
III.6.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses, composées notamment des protocoles transactionnels signés par l'Etat, se sont établies à 89,5 milliards de FCFA à fin mars 2017. Elles se sont raffermies comparativement à leur niveau à la même période une année plus tôt, suite au renforcement des prêts nets y compris prise de participation (+53,3 milliards de FCFA) et aux dépenses des comptes spéciaux (+35,1 milliards de FCFA).

III.6 LA SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2017, la situation monétaire large est marquée par une baisse de la masse monétaire (-7,8%), des avoirs extérieurs nets (-50%) et un raffermissement du crédit intérieur net (+23%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.6.1 LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

III.6.1.1 La masse monétaire (M2)

Au premier trimestre 2017, la masse monétaire a diminué de 7,8% à 2058,2 milliards de FCFA, en liaison avec la forte contraction des avoirs extérieurs nets (-50% à 521,3 milliards de FCFA).

L'analyse de ses composantes révèle une baisse des dépôts collectés (-9,5% à 1720,8 milliards de FCFA) et une hausse de la circulation fiduciaire (+2,1% à 337,4 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie baisse de 7,2% à 696,5 milliards de FCFA, suite au repli de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.6.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles ont fléchi de 10,7% à 194,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2017, suite à la dégradation des autres postes nets (passant de -183,1 milliards de FCFA en mars 2016 à -216,4 milliards de FCFA en mars 2017).

III.6.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont reculé de 8% à 2253 milliards de FCFA, consécutivement à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-50%).

III.6.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets ont chuté de 50% à 521,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2017, suite à la baisse simultanée des réserves officielles nettes (-57,7% à 343,9 milliards de FCFA) et des avoirs extérieurs nets des banques primaires (-22,9% à 177,4 milliards de FCFA). En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 19,6 points pour s'établir à 54,1% au premier trimestre 2017. Néanmoins, par rapport à la situation de la fin de l'année précédente, suite à la hausse des exportations et au recul des importations, le niveau des

Avoirs Extérieurs Nets s'est amélioré de 17% au cours des trois derniers mois, passant de 446,6 milliards en décembre 2016 à 521,3 milliards en mars 2017.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

	Premier trimestre		var – 17/16
	2016	2017	
Avoirs extérieurs nets	1042,5	521,3	-50,0%
Banque centrale	812,4	343,9	-57,7%
Banques commerciales	230,1	177,4	-22,9%

Source : BEAC

III.6.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est consolidé de 23% à 1731,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2017, corrélativement à la hausse des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

Trimestre	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	var mars-17/mars-16
Crédits intérieurs nets	1407,6	1505,5	1603,1	1761,9	1731,7	+23,0%
Créances nettes sur l'Etat	141,3	269,1	414,1	589,4	577,1	-
Créances sur le reste de l'économie	1266,3	1236,4	1189,0	1172,5	1154,6	-8,8%

Source : BEAC

III.6.2.2.1 Les créances sur l'économie

Elles ont baissé de 8,8% à 1154,6 milliards de FCFA à fin mars 2017, suite au repli des crédits alloués au secteur privé non financier, représentant 94,3% de l'encours des crédits. Cette situation demeure liée au contexte économique toujours marqué par un prix du baril de pétrole relativement faible.

III.6.2.2.2 Les créances nettes sur l'Etat

Au premier trimestre 2017, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 577,1 milliards contre 141,3 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre au besoin de financement des politiques publiques. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée, passant de 237,9 milliards en mars 2016 à 656,6 milliards de FCFA en mars 2017.

III.6.3 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la BEAC a reposé sur un relèvement du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) ainsi qu'un maintien de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.6.3.1 L'ACTION SUR LA LIQUIDITE BANCAIRE

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 80 milliards de FCFA.

III.6.3.2 LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 22 mars 2017 a décidé de relever le TIAO de 50 points de base et de laisser inchangés les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

Source : BEAC

Les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Source : BEAC

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

Source : BEAC

CONCLUSION

Dans un contexte de contrainte budgétaire impactant négativement la commande publique, l'économie gabonaise tire néanmoins profit de la remontée des cours des principaux produits de base, malgré la baisse plus prononcée que prévu de la production pétrolière. En effet, on note globalement une tendance marquée par des résultats positifs des secteurs exportateurs, soutenus par la hausse des prix des principales matières malgré la baisse de la production pétrolière.

La bonne tenue des exportations et le recul des importations ont entraîné une amélioration de la situation des réserves de change du pays qui constitue une préoccupation majeure pour le Gabon et l'ensemble des pays de la sous-région. Ceci s'est traduit par la hausse des avoirs extérieurs par rapport à la tendance enregistrée jusqu'à la fin de l'année 2016 et qui était une source inquiétante pour la stabilité de la monnaie.

Les contreperformances des secteurs liés à la commande publique s'expliquent par plusieurs facteurs, dont :

- le retard dans la mise en exécution du budget 2017 qui a privé les entrepreneurs de visibilité, en plus de la perspective d'une loi de finances rectificative ;
- l'attente d'un signal fort relativement au traitement de la question de la dette intérieure maintes fois évoquée dans le cadre du dialogue public-privé ;
- les interrogations sur les résultats attendus des discussions engagées avec les services du FMI et les autres bailleurs.

Tous ces éléments d'incertitude expliquent l'atonie des secteurs dépendant de la commande publique (malgré la hausse des BTP résultant de l'accélération des gros chantiers en cours) et pourraient impacter sur les décisions relatives aux nouveaux investissements.

ANNEXE

Situation monétaire à fin mars 2017

Trimestre	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17
Avoirs extérieurs nets	1042,5	930,2	702,5	446,6	521,3
Banque centrale	812,4	794,4	594,1	358,3	343,9
Banques commerciales	230,1	135,8	108,4	88,3	177,4
Avoirs intérieurs nets	1224,5	1332,0	1403,5	1510,1	1515,3
Crédits intérieurs nets	1407,6	1505,5	1603,1	1761,9	1731,7
Créances nettes sur l'Etat	141,3	269,1	414,1	589,4	577,1
Position Nette du Gouvernement (PNG)	237,9	361,7	496,1	547,8	656,6
Créances nettes sur les organismes publics	-96,6	-92,6	-82,0	41,6	-79,5
Créances sur le reste de l'économie	1266,3	1236,4	1189,0	1172,5	1154,6
Autres postes nets	-183,1	-173,5	-199,6	-251,8	-216,4
Monnaie au sens large	2232,1	2213,4	2126,8	2080,8	2058,2
Circulation fiduciaire	330,3	356,3	381,9	358,1	337,4
Dépôts	1901,8	1857,1	1744,9	1722,7	1720,8
<i>Quasi monnaie</i>	750,6	742,7	734,8	719,3	696,5
Monnaie au sens large	<i>0,9%</i>	<i>1,5%</i>	<i>-3,2%</i>	<i>-7,9%</i>	<i>-7,8%</i>
Circulation fiduciaire	<i>-9,1%</i>	<i>0,7%</i>	<i>10,8%</i>	<i>-5,5%</i>	<i>2,1%</i>
Dépôts	<i>2,9%</i>	<i>1,6%</i>	<i>-5,8%</i>	<i>-8,4%</i>	<i>-9,5%</i>
Avoirs extérieurs nets	<i>-8,1%</i>	<i>-34,7%</i>	<i>-43,6%</i>	<i>-60,1%</i>	<i>-50,0%</i>
Avoirs intérieurs nets	<i>16,2%</i>	<i>56,4%</i>	<i>25,9%</i>	<i>20,8%</i>	<i>23,7%</i>
Crédits intérieurs nets	<i>13,3%</i>	<i>54,2%</i>	<i>33,8%</i>	<i>29,6%</i>	<i>23,0%</i>
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	-	-
Créances sur le reste de l'économie	<i>-4,1%</i>	<i>-4,1%</i>	<i>-7,3%</i>	<i>-10,1%</i>	<i>-8,8%</i>

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée NDOUNOU
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Dorlan ODJAGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU
M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

Mme Yolande MOUBELOU
Mme Milène N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND
M. Félicien Farlane NGANI
M. Richard MBOUMBA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. Aymard NGOUA ONA

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LBOUBA

M.LIPOCKO MOMBO